

4 INSTANCE[®]

PERIODICAL FOR PUBLIC MANAGEMENT

A MI TIEMPO

DEJAME SER TU TIEMPO

LASS MICH DEINE ANGST SEIN UND DEINE NACHT

LET ME BE YOUR WIND

LET ME BE YOUR RAIN

DEIXA-ME SER A TUA FURIA E O TEU ESQUECIMENTO

LASCIAMI ESSERE IL TUO PECCATO ORIGINALE

DEJAME SER TU INDIO Y TU MONTAÑA

LAISSE-MOI ETRE TON REPOS ET TA COUCHE

LET ME BE YOUR DESIRE AND YOUR GARDEN

DEJAME SER TU LUZ Y TU SOMBRA

LAISSE-MOI ETRE ET JE SERAI

*Exposition Universelle
Jota Castro*

E@SI-WAL

De andere overheid

Investing in China's
Internet industry



Jota Castro. *A Mi Tiempo* (2005)
Copyright Daniel Moulinet

N° 51 Maart - Mars 2005

VERANTWOORDELIJKE UITGEVER
ÉDITEUR RESPONSABLE
Thibault Van der Auwermeulen

4INSTANCE
bvba G.T.G. sprl

Rue Bosquet straat 67 - 1060 Brussel-Bruxelles
Tel. 02/534 94 51 - Fax: 02/534 84 41
E-mail: info@4instance.be
<http://www.4instance.info>

REDAKTIE - RÉDACTION
bvba GTG sprl

Redaktiesecretariaat / Secrétariat de rédaction
Greta Rooselaers
Tel. 02/534 94 51
E-mail: 4instance@skynet.be

KUNST - ART
B.P.S.22 Charleroi
Jota Castro. exposition universelle 2

COPYRIGHT PICTURES
B.P.S.22 Charleroi

Jota Castro. exposition universelle 2

LAYOUT - PREPRESS
Daniel Collette Production sprl
<http://www.dcprou.be>

REGIE
Tel. 02/534 94 51

DISTRIBUTIE - DISTRIBUTION
Nevelland

Zonder schriftelijke toelating van de uitgever mag geen enkele tekst noch illustratie van 4INSTANCE, geheel of gedeeltelijk gereproduceerd worden. De uitgever is niet verantwoordelijk voor de inhoud van de advertenties en artikels.

La reproduction des textes et photographies publiés est interdite sans accord écrit de l'éditeur. L'éditeur n'est pas responsable des articles et publiereportages.



Lid van de Unie van de Uitgevers van de Periodieke Pers
Membre de l'Union des Editeurs de la Presse Périodique
Member of the European Group of Public Administration

Membre du Club de la Fondation Universitaire
Lid van de Club van de Universitaire Stichting

"4INSTANCE is ondertekenaar van de Milieubeleidsovereenkomst Papier Vlaanderen en steunt de inspanningen van de Vlaamse regering i.v.m. papierrecuperatie".

ABONNEMENT



7 nummers per jaar

België: 75 euro incl. BTW

E.U.: 100 euro incl. BTW

7 numéros par an

Belgique: 75 euro TVA inclus

U.E.: 100 euro TVA inclus

Voor meer info – pour plus d'info

sprl-bvba G.T.G.

Rue Bosquetstraat 67 – 1060 – Brussel – Bruxelles

Tel. 02/534 94 51 Fax. 02/534 84 41

E-mail. Info@4instance.be - <http://www.4instance.info>

Bestelbon / Bon de commande

Naam/Nom _____

Administratie/Administration _____

Bedrijf/Société _____

Functie/Fonction _____ Taal/Langue _____

Adres/Adresse _____

Postcode/Code postal _____ Plaats/Localité _____

Tel. _____ E-mail _____

BTW/TVA _____

Abonnement voor één jaar – Abonnement pour un an

75 euro (België/Belgique)

100 euro (E.U./U.E.)

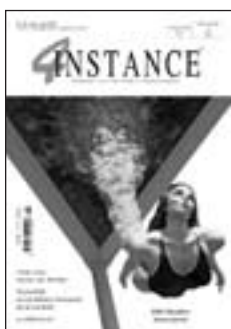
Handtekening/Signature _____

4 INSTANCE[®]

PERIODICAL FOR
PUBLIC MANAGEMENT

*Articles actuels consacrés
à la gestion, destinés aux
fonctionnaires occupant des
fonctions de direction.*

*Actuele artikels over
management voor
leidinggevende ambtenaren.*



4 INSTANCE[®]

e - NEWSLETTER

*Gratis abonnement op de
tweewekelijkse nieuwsbrief
via de website
www.4instance.info*

*Demandez votre abonnement
gratuit de la newsletter via le site
www.4instance.info*

4 INSTANCE[®]

CONGRÈS DU SECTEUR PUBLIC
OVERHEIDSCONGRES

17-03-2005



*“Leadership and
Management in
Public Sector”*



*Mise à jour hebdomadaire!
Wekelijkse update!*

INFO

*info@4INSTANCE.be
www.4instance.info
tel 02/534 94 51*

4 INSTANCE N° 51
Maart - Mars 2005

6 Exposition Universelle, Jota Castro



*Jota Castro. Guantanamo (2005)
Copyright Daniel Moulinet*

- 6 ART - KUNST**
Exposition Universelle, Jota Castro
- 9 SPORTBELEID**
Topsportmanager moet efficiënt topsportbeleid realiseren.
- 12 JOTA CASTRO**
Tout n'a pas été dit, tout n'a pas été fait
- 16 ADMINISTRATIE**
Administratieve vereenvoudiging in Nederland
- 23 SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE**
Création du Commissariat wallon E-Administration et Simplification "E@SI-WAL"
- 25 STEDENBELEID**
Witboek "De Eeuw van de Stad" vertaald naar het Frans en het Engels
- 28 SHARED-SERVICES**
La majorité des responsables gouvernementaux pensent que les fonctions "Shared-Services" les aident à atteindre leurs objectifs stratégiques
- 30 EUREGIO**
Vlaamse coördinator stroomlijnt samenwerking met Noord-Frankrijk
- 31 INTERNET**
Investing in China's Internet industry: opportunities and competition
- 35 e-GOVERNMENT**
e-Government: Internet based interaction with the European businesses and citizens
- 38 BBB**
Beter Bestuurlijk Beleid: de organisatie van de Vlaamse administratie
- 41 DOSSIER MODERNISERING**
De andere overheid
- 49 e-GOVERNMENT EN INFORMATISERING VAN DE SAMENLEVING**
Internet moet een utility worden
- 51 L'e-GOVERNMENT ET L'INFORMATISATION DE LA SOCIÉTÉ**
Peter Vanvelthoven soutient Wikipedia

Exposition Universelle *Jota Castro*

A neon sign in a cursive script that reads "Aux armes". The sign is illuminated and set against a dark background. The letters are white and have a soft glow around them. The sign is mounted on a dark surface, possibly a wall or a panel.

Sous le titre générique "*Exposition Universelle (1 et 2)*", deux expositions spécifiques et complémentaires de l'artiste Jota Castro, un des artistes les plus engagés de sa génération et les plus en vue actuellement sur la scène internationale, seront présentées simultanément au Palais de Tokyo, Site de création contemporaine, à Paris, et au B.P.S.22, à Charleroi. L'exposition de Paris se tiendra du 4 février au 3 avril et celle de Charleroi du 5 mars au 15 mai 2005; elles réuniront des installations récentes ainsi que des productions inédites de l'artiste.

Aux armes citoyens - 2004. Courtesy Galerie Kamel Mennour (Paris)

L'exposition présentée au B.P.S. 22, à Charleroi, sera un événement important pour le milieu de l'art, en Belgique et aux alentours. En effet, l'espace de création contemporaine de la Province de Hainaut accueillera la première exposition monographique consacrée à l'artiste franco-péruvien Jota Castro (1965). Installé à Bruxelles, cet artiste est un véritable météore de la création artistique qui l'a vu propulsé sur le devant de la scène internationale en quelques années seulement.

Né à Lima, au Pérou, Jota Castro a d'abord suivi une formation en Droit et en Sciences politiques avant de

problématiques de société les plus actuelles, via des interventions protéiformes qui interrogent nos perceptions du monde et le système d'informations qui les façonne.

L'information (au sens large) joue un rôle crucial dans son travail car sa distribution et son échange en sont le matériel de base. Il déclarait récemment: "*Je veux, par mon travail, donner des informations précises, sur des sujets importants, au public.*" C'est ainsi que, lors de la Biennale de Venise en 2003, il a présenté son Guide de survie du Manifestant, un journal contenant des informations permettant aux manifestants de connaître leurs



mener une carrière de diplomate pour les Nations Unies et l'Union Européenne. C'est à la fin des années 90 qu'il a renoncé à son métier et a commencé à développer son travail artistique. Il considère toutefois que son cursus scolaire n'est pas atypique mais constitue réellement sa "formation artistique". Ces différentes activités professionnelles lui ont donné une connaissance profonde du monde politique et une habileté particulière à aborder les grands problèmes d'actualité. C'est ainsi que sa sculpture montrant Georges W. Bush sortant d'un baril de pétrole a fait le tour du monde. Jota Castro opère en effet au cœur des

droits. Lovehotel est une chambre, confortable et équipée, pour faire l'amour (plutôt qu'en parler ou en montrer des représentations). Extracomunitari, est une marque de T-Shirt commercialisée au Japon, dont le nom et le logo sont inspirés par les mouvements migratoires vers l'Europe. La vidéo Présidence italienne retranscrit, sous forme d'un opéra chanté, le dialogue à l'occasion duquel Silvio Berlusconi traita le parlementaire allemand Martin Schultz de "kapo", etc. Récemment, il a reçu le Grand Prix de la Biennale de Gwangju (Corée) pour son travail sur les mines antipersonnel. ...

Il y a dans le travail de Jota Castro la permanence d'un don, d'une générosité vers l'Autre, quel qu'il soit -on a tous besoin de recevoir, à un moment ou un autre- qui se concrétise sous la forme d'une diffusion d'informations. A l'esthétique relationnelle et à ses développements de relations interpersonnelles, Jota Castro a ajouté l'exigence d'un contenu. La conversation, la fête, l'échange, la dispute, etc. sont certes des moments en soi, avec leurs qualités d'autonomie propres, mais elles doivent permettre l'échange de savoirs, la diffusion des connaissances. Dans un monde que l'on dit "surmédiatisé" mais qui est davantage synonyme de "malmédiatisé", la possession d'informations et leur diffusion correcte sont des enjeux démocratiques fondamentaux.

Loin des options manichéennes et frontales qui ont caractérisé la période moderne, aux antipodes du cynisme désabusé du postmodernisme (en atteste son néon "Tout n'a pas été dit, tout n'a pas été fait"), Jota Castro livre des informations précises sur des sujets d'actualités importants : la construction européenne, le conflit israélo-palestinien, les démêlés juridiques de Silvio Berlusconi, etc. Il soumet véritablement à la question des problèmes immédiats, concrets et globaux à la fois. Sans trancher, ni chercher à plaire ou à convaincre, sans prosélytisme autre que celui de la nécessité de l'échange, il laisse à chacun la liberté d'interpréter ses propositions, comme on peut le faire de toute œuvre. Par ses interventions, qui surmontent l'antagonisme entre le "pro" et le "contra", Jota Castro définit de nouvelles et nécessaires stratégies de résistance.

Une collaboration exceptionnelle entre le B.P.S. 22 et le Palais de Tokyo à Paris.

Cette exposition de Jota Castro à Charleroi sera l'occasion d'une collaboration exceptionnelle entre le B.P.S. 22 et le Palais de Tokyo à Paris. Cette initiative comportera en effet deux expositions simultanées, conçues comme les deux volets d'un même projet qui portera le titre générique de Exposition Universelle (1 et 2). Il ne s'agira pas de la même exposition délocalisée mais de deux productions spécifiques et complémentaires.

Cette collaboration internationale permet également l'édition du premier catalogue monographique consacré à l'artiste (148 pages), coédité par le Palais de Tokyo-Site

de création contemporaine, le B.P.S. 22, La Criée-Centre d'art contemporain (Rennes), le Théâtre National de Bretagne (Rennes), Paris-Musées, la Galerie Massimo Minini (Brescia) et la Galerie Kamel Mennour (Paris). Cette édition comprendra de nombreuses reproductions d'œuvres et une conversation entre l'artiste et Jérôme Sans, Directeur du Palais de Tokyo.

Enfin, l'exposition de Jota Castro au B.P.S. 22 sera intégrée au programme officiel des visites proposées aux curateurs et collectionneurs présents dans le cadre de la Foire d'Art contemporain ArtBrussels qui aura lieu du 15 au 18 avril 2005.

B.P.S. 22

Depuis son ouverture, il y a quatre ans, le B.P.S. 22 a toujours privilégié les formes d'expressions contemporaines centrées sur les problèmes de société. Ses activités reposent sur une conception de la culture entendue comme composante essentielle d'une société démocratique. La culture est considérée comme un vecteur de "connaissances" (dans leur acception la plus large) qui permet aux citoyens d'appréhender de manière critique le monde dans lequel ils vivent. L'exigence démocratique passe par le renforcement d'une "citoyenneté critique" dont la culture est l'un des fondements.

C'est pourquoi la programmation, comme la collection provinciale, accorde une place prépondérante aux artistes qui traitent des grands problèmes mondiaux et offrent un point de vue particulier sur ceux-ci. Jota Castro traite volontiers de la situation en Palestine, en Afrique, en Italie, etc. Toutefois, sa position ne se veut pas moraliste mais en retrait. Conformément à la vocation du B.P.S. 22, la programmation n'entend pas imposer des modèles mais permettre aux individus de se forger leur propre identité, dans la multitude des références proposées.

B.P.S. 22 espace de création contemporaine

Site de l'Université du Travail

Boulevard Solvay 22

B - 6000 Charleroi

Tel: +32/71 | 53 15 15

<http://bps22.hainaut.be>

Topsportmanager moet efficiënt topsportbeleid realiseren

Vlaanderen scoort ondermaats op het vlak van topsport, niettegenstaande successen in bepaalde sporttakken. De praktijk wijst uit dat landen hun kansen op topsportsucces kunnen vergroten door een goed en doelgericht topsportbeleid te voeren. Topsportsucces blijkt wel degelijk ‘maakbaar’. Dit betekent dat er ook op lange termijn moet gewerkt worden aan het uitbouwen en optimaliseren van het Vlaams topsportbeleid.

Vertrekkende vanuit deze vaststelling en gezien het maatschappelijk belang van topsport, wordt de volgende strategische doelstelling in de Beleidsnota Sport 2005-2009 vooropgesteld:

“het verhogen van de efficiëntie en effectiviteit door het streven naar een geoptimaliseerde structuur voor de sport met duidelijk afgebakende beleidsverantwoordelijkheden” met als subdoelstelling “het creëren van een eigen Vlaams topsportmodel”.

Een efficiënt topsportbeleid voeren vergt:

- een performante, eenvoudige en onafhankelijke beslissingsstructuur;
- korte lijnen voor het nemen van beslissingen;
- samenwerking tussen alle beleidsactoren die verantwoordelijkheid dragen i.v.m. topsport (BOIC, Bloso, VSF, Ministerie Vlaamse Gemeenschap - Cel Sport en universitaire topsport-expertisecentra);
- advies van ex-topsporters en experten;
- een managementstructuur met kennis en ervaring van topsport.

Op dit moment zijn verschillende instanties actief op het vlak van de topsport: de sportfederaties op het gemeenschapsniveau, de unitaire sportfederaties, het BOIC, het bedrijfsleven (de sponsors), de media, de lokale en provinciale overheden, het Bloso, etc. Topsport is in de eerste plaats een zaak voor iedereen binnen de sport. De overheid vervult daarbij een coördinerende, controlerende en ondersteunende rol.

Daarenboven legt de overheid, door de sport voor allen te ondersteunen, al een eerste basis voor een mogelijke topsportbeoefening. Maar, topsport vraagt tegenwoordig om een meer professionele en individuele aanpak: zowel kwantitatief als kwalitatief.

Het topsportbeleid vraagt om coördinatie, overleg en samenwerking, gebaseerd op wederzijdse erkenning van ieders belangstelling, kennis, ervaring en verantwoordelijkheid. Zonder dat kan de topsport zich niet op een maatschappelijk verantwoorde manier ontwikkelen en kan de topsport zich internationaal niet staande houden.

De beleidsnota sport stelt o.m. volgende operationele doelstellingen voorop in

het kader van bovengenoemde strategische doelstelling:

- coördinatie op het Vlaamse niveau verder zetten;
- de Stuurgroep Topsport Vlaanderen uitbreiden met ex-atleten en/of topsport-experten en een vertegenwoordiger van de universitaire topsport-expertisecentra;
- de topsport laten aansturen door een Task Force Topsport Vlaanderen met advisering door de Stuurgroep Topsport;
- de coördinatie van de Task Force Topsport Vlaanderen en het voorzitterschap van de Stuurgroep Topsport toevertrouwen aan een topsportmanager;
- het afsluiten van een contract met de topsportmanager met duidelijke resultaatsverbintenissen.

Een tweede strategische doelstelling die expliciet betrekking heeft op topsport is het voeren van een voorwaardenscheppend en integraal topsportbeleid.

De huidige inspanningen om tot een integraal topsportbeleid te komen, tonen aan dat er op beleidsniveau in de goede richting wordt gewerkt. De Vlaamse topsportfederaties dienen het aange-reikte kader in de praktijk om te zetten. De Vlaamse overheid zal hier sterk sturend en begeleidend moeten optreden. Als men in deze richting verder werkt, zal Vlaanderen op middenlange termijn betere topsportresultaten op internationaal niveau kunnen behalen. Als **operationele doelstellingen** stelt de nota twee zaken voorop: het implementeren van het Topsportactieplan Vlaanderen 2016 en het voeren van een voorwaardenscheppend subsidiebeleid .

De selectie van de topsportmanager

Om de doelstellingen uit de Beleidsnota Sport te kunnen verwezenlijken, is de aanwerving van een topsportmanager noodzakelijk.

De topsportmanager zal o.m. de volgende taken vervullen:

- de minister ondersteunen in het uitwerken van een topsportbeleid
- implementatie van het Topsportactieplan Vlaanderen 2016
- voorzitterschap Stuurgroep Topsport
- voorzitterschap Task Force Topsport
- evaluatie, bijsturing en begeleiding van de departementen topsport van de Vlaamse topsportfederaties, topsportscholen, topsporters met een tewerkstellingscontract of een Bloso-topsportstudentencontract
- controle op de uitvoering van de topsportcontracten
- opzetten en voorzitten van een platform voor toptrainers
- opzetten van vorming voor het personeel van de afdeling Topsport van het Bloso en van het departement Topsport van het BOIC
- bijsturing opleidingscursussen trainer A en B en inrichting van toptrainercursussen
- opzetten van samenwerkingsverbanden met de universitaire topsportcentra
- evalueren of de decreten voor het verkrijgen van subsidies inzake topsport goed functioneren en de federaties in hun werking begeleiden

Zijn functieprofiel is:

- ervaring met topsport
- kennis en ervaring m.b.t. topsportbegeleiding en topsportstructuren, ook op internationaal vlak
- kennis van de onderwijsstructuren in Vlaanderen en meer in het bijzonder van de topsportscholen

- kennis van de regelgeving m.b.t. sport
- kennis van de sportstructuren in Vlaanderen
- leiderschapscapaciteiten
- zin voor initiatief
- sterke motivatie en bereidheid tot samenwerking in team
- charismatisch figuur, sterke persoonlijkheid
- sterk communicatief, spilfiguur in overleg

De topsportmanager is toegevoegd aan het team rond de minister van sport en is enkel aan hem verantwoording verschuldigd.

Selectieprocedure topsportmanager en expert topsport

Zodra het functieprofiel en de taakomschrijving op punt stonden, werd beroep gedaan op Jobpunt Vlaanderen voor de selectie van een topsportmanager en een expert topsport. Als coördinator en kwaliteitsbewaker heeft Jobpunt Vlaanderen het adviesbureau Accord Group ingehuurd voor de concrete realisatie van de opdracht.

De selectieprocedure bestond uit volgende stappen:

- Bekendmaking op de website van de Vlaamse Sportfederatie, op de website van Jobpunt en WIS (VDAB) Vlaanderen, teasers in Het Laatste Nieuws en Het Nieuwsblad, Vacature en Job@. Dit leverde 49 kandidaten op
- Briefselectie op basis van kennis en ervaring m.b.t. topsportbegeleiding en (top)sportstructuren, ook op internationaal vlak en kennis van de onderwijsstructuren in Vlaanderen en meer in het bijzonder van de topsportscholen. Er werden 7 kandidaturen weerhouden.

- De screening resulteerde in een beoordeling: niet geschikt, geschikt. De geschikt bevonden kandidaten gingen verder naar het volgende selectieonderdeel.
- Selectiecommissie: de geselecteerde kandidaten uit de screening namen deel aan de jurygesprekken. De kandidaten presenteerden hun visie op het topsportbeleid in Vlaanderen. De jury bestond uit: Mevr. Galle (Bloso), Dhr. Van Rillaer (administratie Cultuur, Jeugd en Sport), Dhr. Vanesser (VSF), Dhr. Desmet (BOIC) en Dhr. De Knop (vertegenwoordiger minister van Sport).

Functieomschrijving en profiel expert topsport

Naast de topsportmanager wordt ook een expert topsport aangesteld. De expert heeft als taak het inhoudelijk en organisatorisch bijstaan van de minister en de topsportmanager.

De expert zal meedenken, input leveren m.b.t. de te volgen strategie en beleid. De expert zal de minister en de topsportmanager adviserend, coördinerend en conceptueel ondersteunen vanuit het kabinet. De bekendmaking via verschillende websites leverde 46 kandidaten op. De briefselectie op basis van een aantal criteria weerhielden 14 kandidaten, die de volgende weken verder gescreend worden.

De topsportmanager en de expert topsport worden aangeworven op contractuele basis voor de duur van 4 jaar. Beide contracten zijn verlengbaar voor de duur van 4 jaar.

De optie van contracten voor de duur van 4 jaar is een logische keuze gebaseerd op de volgende elementen:

- periodiciteit van de Olympische Spelen
- het topsportbeleid van de Vlaamse Regering, gefaseerd in periodes van 4 jaar
- vierjaarlijks beleidsplan topsport van de topsportfederaties.

Ivo Van Aken

Het hoeft geen betoog dat Ivo Van Aken beantwoordt aan de eerder genoemde kenmerken en dat minister Bert Anciaux dan ook zeer verheugd was te kunnen aankondigen dat Ivo Van Aken aangesteld is als topsportmanager.

Zijn activiteiten binnen de Belgische sportwereld en de Vlaamse Tennisfederatie in het bijzonder, leverden hem een ruime ervaring op met het uitbouwen van performante topsportstructuren als met het begeleiden van topatleten. Tijdens de contacten met de verschillende partners van het topsportlandschap heeft hij steeds bewezen voor een beleid in overleg te kiezen. In de functie van topsportmanager zal dit een belangrijke troef zijn voor het realiseren van een optimale samenwerking tussen de verschillende partners.

sen was zowel op organiserend, sturend als inhoudelijk vlak omvangrijk en betekent een enorme bron aan ervaring. In zijn samenwerking met “Tennis Ireland” heeft hij in 4 jaar tijd aangetoond dat de juiste structuren opzetten automatisch tot goede resultaten leidt. Zij worden nu al aanzien als een sterk tennisland in de leeftijdscategorieën 14 en jonger.

Zijn kennis van de Vlaamse sportstructuren en regelgeving en zijn inbreng bij de volledige opbouw van de topsportscholen is zeker een belangrijke troef om het beleidsplan topsport 2016 te kunnen helpen realiseren.

Minister Anciaux is ervan overtuigd dat de combinatie van zijn motivatie, ervaring, communicatieve en organisatorische vaardigheden een meerwaarde zal betekenen voor de Vlaamse sportwe-

samenwerken met alle federaties. Er zijn goede afspraken nodig, die echter ook moeten gerespecteerd worden. Wie niet meespringt op de kar, schuiven we opzij. Het is in de eerste plaats mijn bedoeling om een topsportklimaat te creëren waarin de atleten centraal staan.” “In topsport is niet alleen talent genoeg, daar komt ook kennis op allerlei domeinen, structuren, motivatie en budget bij kijken. Een eerste pijnpunt is het tijdig vinden van talentjes. Op 14, 15 jaar is het te laat. Het aangetroffen talent moet dan samengebracht worden in regionale topsportscholen, waar het de kans krijgt om het tegen elkaar op te nemen. Daarboven staan dan de topsportscholen. Momenteel zijn er negen, maar hier geldt dat minder beter is. Het is beter van de krachten te bundelen om de kwaliteit te verhogen.



No oil in Tibet 2005, néon, Courtesy Galerie Massimo Minini, Brescia (Italië)

Door de talrijke internationale activiteiten heeft Ivo Van Aken zijn visie steeds kunnen toetsen aan en bijsturen naar het voorbeeld van de grote topsportlanden en heeft hij wereldwijd sterke contacten opgebouwd. Deze contacten gaan verder dan de tenniswereld en zullen een meerwaarde betekenen in de functie van topsportmanager.

Zijn bijdrage aan “The International Tennis Federation”, “Tennis Europe” en de talrijke internationale congres-

reld en meer in het bijzonder voor de Vlaamse topsport.

Na de goedkeuring van de verhoogde budgetten voor de topsport is met de aanstelling van de topsportmanager een tweede belangrijke stap gezet in het topsportbeleid.

Atleet centraal

Van Aken beseft dat hem een zware taak wacht, maar is vol vertrouwen. “Er is maar één weg, dat is de onze. Wij willen

“Een topsporter vormen duurt 10 jaar. Voor de Spelen van 2008 is het dus al te laat. In 2012 zal vooral gekeken moeten worden naar de resultaten op Europese en Wereldkampioenschappen bij de junioren. De atleten voor 2016 kunnen nog wel helemaal gevormd worden. Ivo Van Aken mikt erop dat men dan in staat moeten zijn om tien medailles te pakken op die Spelen.”

“*Tout n’a pas été dit, tout n’a pas été fait*”

Jota Castro interviewé par
Jérôme Sans, *Directeur du Palais de Tokyo*

Extrait du catalogue de l’exposition *Hardcore, vers un nouvel activisme*

(27 février > 18 mai 2003) édité par le Palais de Tokyo,

site de création contemporaine et les éditions Cercle d’Art, Paris.

Jérôme Sans: Avec votre formation de juriste, votre travail pour les Nations unies et pour la Communauté européenne, votre parcours en sciences politiques, comment et pourquoi êtes-vous venu à l’art ?

Jota Castro: Cela peut paraître compliqué, mais je considère que ma formation en droit et en sciences politiques ainsi que mes expériences professionnelles sont ma formation artistique. Fondamentalement, pour quelqu’un qui veut interpréter son époque, la meilleure façon d’y arriver, c’est d’acquérir les connaissances et les notions qui lui permettent d’effectuer ce travail et de se confronter à la réalité. Paradoxalement, il était hors de question pour moi de faire des études d’art: honnêtement, j’ai toujours trouvé que c’était une perte de temps et que les écoles d’art formaient surtout des clones. Mes premières amours étaient littéraires. Grâce à un prix de poésie, j’ai gagné une bourse pour venir étudier la littérature en Europe. Un jour, Octavio Paz m’a expliqué que j’avais en moi tout ce qui concernait l’art et que la partie intéressante

qu’il me restait à explorer était le sujet et les façons de l’exprimer. À l’époque, je l’avais pris pour un vieux conservateur, mais j’ai vite compris que ce qu’il disait était vrai. Pour pouvoir critiquer, il faut comprendre.

Comment définiriez-vous votre démarche artistique ?

Je définirais ma démarche artistique comme, dans un premier temps, une forme d’observation de mon époque afin de pouvoir, dans un deuxième temps, créer une interprétation à partir de cette observation. Mon travail est ancré dans le quotidien et dans la simplification des sujets dits sérieux.

L’art serait-il un alibi culturel ?

L’art contemporain est une émanation de la culture. Lamentablement, la seule culture qui semble véritablement intéresser les européens c’est la défense du patrimoine. C’est dans ce sens-là que l’art contemporain est un alibi culturel. Pour le reste, on ne peut pas créer sans savoir...

Pourquoi engagez-vous votre travail dans le tissu social ?

Parce qu’il n’y a rien de plus passionnant en ce moment. Tout change socialement et le pouvoir prend peur. Les gens cherchent de nouvelles références. Ils sont à la recherche d’informations, ils en discutent, ils les partagent. Notre société est une terre à redéfinir, à modeler sans ambiguïté. Pour un artiste, notre époque est du pain béni ! Personne pour vous empêcher de travailler, d’interpréter. Tout consiste à chercher comment communiquer, comment simplifier le discours et comment arriver jusqu’au tissu social. C’est excitant.

Vous développez un « activisme » de situation. Pourquoi avoir choisi de passer par le monde de l’art au lieu d’agir directement dans le réel ?

Avec la gueule que j’ai et mon accent, j’ai peu de chance qu’on vote pour moi aux élections ! Ces considérations d’ordre racial mises à part, mon besoin de changement est tellement radical que mon programme ne serait peut-être pas

très populaire chez monsieur Tout-le-Monde.

Un artiste, pour moi, est une personne qui vit dans le réel. C'est quelqu'un qui a choisi une certaine forme de communication. Je ne suis pas un autiste social. Intellectuellement, je me sens obligé d'apporter une forme de réaction rapide à des événements ou des situations qui provoquent un dysfonctionnement social et qui méritent une interprétation de ma part.

Quelles sont les limites de votre démarche ?

Je travaille sur ce qui m'intéresse. Je fais de l'art depuis peu de temps, je ne me suis pas encore fixé de limite et je ne pense pas que cela soit nécessaire, ni d'un point de vue théorique, ni d'un point de vue pratique. Disons que ma limite, c'est mon honnêteté intellectuelle.

Votre travail prend parfois des allures pédagogiques ou didactiques tout en restant extrêmement violent dans les faits. Comment parvenez-vous à maintenir l'équilibre entre ces deux axes ?

La plupart des sujets que j'aborde pourraient être qualifiés de difficiles. Alors, comme pour n'importe quel produit, il faut trouver un moyen fort de faire passer le message. C'est là que j'essaie d'être pédagogue, de faire passer mon message sans infantiliser l'observateur, donc sans atténuer la violence du propos.

L'expression française "rentre dedans" me plaît. C'est ce que je fais. L'équilibre entre pédagogie et violence ne me semble pas poser de problème. Je fais un art d'adulte pour adultes.

Là, nous pouvons parler de singularité. Je veux me singulariser par rapport à ce que je vois dans un certain art contemporain actuel: celui qui fait l'unanimité et qui provient, selon moi, de ce

que Winnicott appelait les jeux enfantins qui sont à la base de nos expériences d'adultes. Ce qui, à mon avis, fait que beaucoup d'artistes jouent à créer des pièces ludiques et mimétiques. Ce besoin de revenir à l'enfance pour être heureux m'a toujours emmerdé. Ce n'est pas seulement un défaut que l'on trouve dans le milieu de l'art, c'est un phénomène qui se retrouve chez toute une génération: il y a comme une obligation au jeunisme.

Depuis le début de ma carrière, je me suis efforcé de faire concilier mon besoin de communiquer avec la rage que certains sujets provoquent en moi. Pour cela il est nécessaire d'être clair, autrement dit pédagogue tout en respectant la colère ressentie.

Vous parlez parfois de « sociologie de la singularité ». Pouvez-vous expliquer ce terme ?

C'est un concept qui me plaît, qui cadre bien avec ce que je suis, avec ma vision de l'art, et qui appartient, je crois, à Nathalie Heinich.

J'aime ce concept parce qu'il accorde de l'importance à la personne et qu'il implique des comparaisons et surtout l'utilisation de pratiques différentes telles que le droit ou la sociologie.

L'homme est un être social. Il vit en groupe et ne peut pas survivre seul. L'artiste, lui, veut être singulier, unique, et pourtant il veut représenter et influencer le groupe. Quand je parle de « sociologie de la singularité », je me réfère au processus de singularisation de l'artiste par lequel les gens décident que l'artiste est singulier. Cela n'est pas vrai. L'artiste est le mélange d'une éthique personnelle et d'une éthique de groupe, mais il prétend ne pas représenter le groupe. Il veut qu'on s'intéresse à son œuvre et à sa personne. Si j'applique cela à l'exposition Hardcore,

vers un nouvel activisme qui a eu lieu au Palais de Tokyo en 2003, ça donne une série d'artistes qui veulent exprimer les sentiments du groupe dont ils viennent ou du groupe pour lequel ils ont de l'empathie, tout en affirmant une singularité que beaucoup appellent radicalité.

Maintenant que j'y pense, je crois qu'il faudrait que je réfléchisse encore à cette notion.

Peut-on encore parler aujourd'hui d'un travail politique, d'une attitude engagée ?

Je n'en sais rien. Pourquoi pas, après tout ! Dans mon cas, même si « je travaille politiquement », cette définition de travail politique ne m'est pourtant pas applicable.

Il n'y a pas d'idéologie, ni de moralité déguisée derrière ma démarche. Bien au contraire, ce que je fais à travers mes pièces consiste à donner une information pour provoquer une interrogation. Cette interrogation peut bien sûr se convertir en un discours politique. Toute personne qui regarde mon travail peut l'analyser d'un point de vue politique, partisan.

Mais ce regard fait, en réalité, partie de ce que j'appelle « la deep culture »: une culture du moment, individuelle, regorgeant d'informations en tous genres, qui fluctuent selon les événements et le moment précis où le regard est posé sur mon œuvre.

Je ne contrôle pas cette "deep culture". Je ne peux que l'influencer, en partie, en diffusant les connaissances qui ont engendré mon œuvre. J'essaie de le faire sans idéologie. Certains artistes, sans le savoir ou sans le vouloir, moralisent à travers leurs œuvres dont ils font des armes politiques. Je rejette cette moralisation, ces bons sentiments obligatoires.

...



Palais de Tokyo - Paris

Peut-on être radical aujourd'hui ?

Dans mon cas personnel, oui. C'est une obligation. Mon travail vient de ce que j'observe, et je traduis dans mes œuvres ce que cela provoque en moi. Souvent, c'est ma colère que j'interprète. Où se situe la radicalité ? Dans les sujets ? Dans la façon de s'exprimer ? Dans la façon de se distinguer des autres ? Dans ses origines ? Dans le fait de faire quelque chose de nouveau, radicalement nouveau ?

Tout n'a pas été fait, tout n'a pas été dit. Si cette phrase est valable pour la société, elle l'est aussi pour l'art.

Quel est le rôle de l'artiste aujourd'hui ?

Mon rôle d'artiste est devenu clair pour moi lorsque j'ai compris que l'artiste est un homme comme un autre, qui décide qu'il a des choses à dire et des choses à faire, et qu'il n'a pas de temps à perdre. Il sent que son époque a besoin d'interprètes et il se reconnaît dans le monde qui l'entoure. Il éprouve un besoin impérieux d'explorer de nouvelles formes de communication sans concessions vis-à-vis d'une idéologie ou d'une morale dominante.

L'artiste n'est-il pas le "médiateur" d'une certaine culpabilité ou d'une colère universelle dont les sociétés occidentales portent inconsciemment le poids ?

Je pense que la colère est autant personnelle ou générationnelle qu'universelle. Par contre, effectivement, la culpabilité me semble être une spécialité occidentale. L'inconscient collectif existe, l'artiste comme les autres le cultive, mais je pense que l'artiste n'est pas coupable de ce qu'il crée. Il en est seulement responsable.

Vous avez également créé votre propre marque de vêtements (Extracomunitari) et avez produit des T-shirts avec des slogans ("Schengen Rebel", "Bougnooul Lover", "Kosovo Hope", ...). Pouvez-vous nous en expliquer le concept ? Pourquoi une entreprise de prêt-à-porter ?

Extracomunitari est née à la suite d'une action que j'ai organisée en Calabre durant l'été 2000. J'avais conçu un T-shirt portant le slogan "Benvenuti extracomunitari" (bienvenue aux extracomunitaires) et je me promenais sur les plages calabraises, là où des milliers d'immigrés arrivent illégalement dans

des conditions inhumaines. Je voulais réagir aux nombreuses et incroyables critiques émanant des Italiens et de leurs politiciens qui proposaient, entre autres, de tirer à la mitraille sur les bateaux chargés d'hommes, de femmes et d'enfants. Je demandais aux personnes que je croisais de me prendre en photo, s'ils étaient d'accord avec le slogan que j'arborais sur mon T-shirt. L'italien est la seule langue de l'Union européenne qui possède un mot pour désigner les étrangers non communautaires: "extracomunitari". C'est un terme péjoratif qui est maintenant passé dans de nombreuses autres langues. Je l'ai entendu utiliser en français et en espagnol dans des émissions télévisées.

L'idée était toute trouvée. Le prêt-à-porter est un business universel qui exploite bien souvent une main d'œuvre bon marché et qui aspire à vendre globalement.

J'ai appelé ma marque "Extracomunitari" et j'ai choisi comme logo le petit bateau qui amène les étrangers sur nos côtes. Les T-shirts sont une façon de diffuser mes œuvres, d'interpeller le plus de gens possible. Les vêtements que nous portons sont l'expression de nos goûts

et sont aussi, pour beaucoup, fabriqués à l'étranger par des étrangers. Extracomunitari revendique cette situation de fait. La société dans laquelle nous vivons nous rend tributaires des marchés mondiaux, de tous les marchés mondiaux. Certains marchés poussent les hommes à partir, d'autres les poussent à consommer.

Je voulais créer des fringues intelligentes parce que de manière générale, la mode est un business très con. Je considère mes T-shirts comme des œuvres d'art par le biais desquelles j'exprime ma vision de l'Europe et de la mondialisation. Mais ces œuvres d'art sont en série non limitée.

Cela participe-t-il de votre conception de l'artiste comme un "entrepreneur" ?

J'imagine plutôt l'artiste comme un survivant !

Nous vivons dans une société dans laquelle tout le monde ou presque se sent artiste, se déclare créatif, différent. Or, être un artiste, c'est créer toute une œuvre et non pas un seul produit, même si ce produit est soi-même.

Si, dans une optique de survie, un artiste crée une entreprise, cela ne me choque pas. La liberté d'entreprendre est un droit fondamental. La survie de l'artiste passe peut-être par le fait qu'il doive se prendre en main et oublier un peu l'État. Il s'agit là d'une façon de pouvoir créer en toute liberté des œuvres qui ne verraient pas le jour autrement, il s'agit aussi bien sûr de payer ses factures.

Il m'a toujours semblé curieux de constater que le terme "entrepreneur" posait problème dans le domaine des arts plastiques, alors que, dans les autres arts dits lucratifs, le fait qu'un artiste, un musicien ou un metteur en scène crée sa propre boîte de production était vu comme un gage d'indé-

pendance et de contrôle de sa production. Cela s'applique aussi aux éleveurs de cochons et aux fabricants de fromages de chèvre.

Pourquoi ce snobisme pour les artistes ? Est-ce parce que le milieu de l'art a été contrôlé en France, en tous cas pendant de longues années, par des fonctionnaires et que dans le milieu de l'art, on fait toujours comme si l'argent n'était pas important ?

Quel rapport votre travail développe-t-il vis-à-vis du pouvoir ?

Le rapport est simple: le pouvoir, pour moi, c'est de savoir interpréter l'information qui nous entoure. Je tente, avec mon travail et avec l'aide de certains outils classiques des sciences humaines, de montrer des sujets qui me passionnent ou qui m'amuse. L'information existe et peut toujours être utilisée pour servir la cause de chacun. Si nous appliquons la même technique pour interpréter le pouvoir politique, par exemple le pouvoir de la Communauté européenne, en nous éloignant avant tout de l'information de masse - partisane ou publicitaire (je crois que la majorité des informations que nous recevons est en réalité de la publicité déguisée) - nous pouvons alors interpréter des événements capitaux. Je pense à deux de mes pièces pour justifier mon propos: The Flag et The Sleeping Commission.

Dans la première, mettre un drapeau européen sur le sexe en érection d'un émigré d'origine méditerranéenne nu, avec la légende "désir d'intégration" dans les onze langues de l'Union européenne, est une réponse à une campagne contre le racisme de la Commission européenne dans laquelle l'on voyait des noirs courir pour l'Europe, des noirs chanter pour l'Europe et des gitans danser. La crudité et le côté rigo-

lard de ma pièce sont une façon d'expliquer l'irréversibilité de l'arrivée des gens du Sud et la normalité de leur désir, sans avoir besoin de passer par tous les clichés habituels pour que le commun des Européens apprécie les "étrangers" !

Avec The Sleeping Commission - un simple oreiller blanc déposé dans une structure en acier, sur lequel sont imprimées les têtes des commissaires européens - je montre mon mécontentement de citoyen vis-à-vis de la hiérarchie européenne, parce qu'elle n'a jamais été aussi inefficace à ce moment pourtant historique, où il serait nécessaire d'avoir un dessein pour l'Europe. Le pouvoir mérite une interprétation de la part des artistes dans la mesure où nous ne sommes pas représentatifs de ce pouvoir.

Quelles sont vos références artistiques ?

Toshiro Mifune; Cy Twombly; Maradona; Beuys; Bruce Lee et les artistes du Quattrocento.

Quel rapport avez-vous avec le Pérou ?

Douloureux. C'est mon pays, c'est mon enfance, c'est l'endroit où vit ma mère. C'est un vaste chantier dans ma tête. C'est une partie de moi et c'est le sujet de prédilection avec mon analyste.

Quel est votre prochain projet ?

Je travaille sur plusieurs projets à la fois. La Nuit des placards qui est un travail très personnel sur mes peurs et mes secrets. Et puis je cogite beaucoup sur les événements en Argentine. Je travaille à la création d'un organisme de crédit pour les artistes inspirés directement des "Grameen Banks" du Bangladesh parce que les artistes sont les Bangladais de l'Occident.

Administratieve vereenvoudiging in Nederland

Nederland kiest zowel voor economisch herstel als voor een grotere deelname van burgers en bedrijven aan maatschappelijke processen. Daarvoor vormen regels en administratieve lasten in het bijzonder vaak een belemmering: de administratieve lastenomvang bedraagt met € 16,4 miljard 3,6 procent van het BBP.

Het kabinet wil de komende jaren de bureaucratie en het woud aan wetten en regels voor burgers en bedrijven dan ook fors verminderen. Een andere aanpak vanuit de overheid is hiervoor nodig. Een aanpak waarbij de overheid zich kritischer en terughoudender opstelt in wat zij regelt en hoe zij het regelt.

Wat zijn administratieve lasten?

De kernbegrippen waarmee de overheid werkt om te bepalen wat er onder administratieve lasten valt en wat niet, luiden als volgt:

- Om haar publieke belangen te kunnen waarborgen, legt de overheid aan het bedrijfsleven en aan burgers verplichtingen op tot het doen of nalaten van handelingen of gedragingen (inhoudelijke verplichtingen) en daarnaast verplichtingen tot het verschaffen van informatie over die handelingen en gedragingen (informatieverplichtingen).
- Administratieve lasten zijn de kosten voor het bedrijfsleven om te voldoen aan informatieverplichtingen voortvloeiend uit wet- en regelgeving van

de overheid. Het gaat om het verzamelen, bewerken, registreren, bewaren en ter beschikking stellen van informatie.

- Het bedrijfsleven wordt hier breed geïnterpreteerd, bijvoorbeeld ook instellingen in de zorg worden hier toe gerekend.

Toelichting van de verschillende begrippen

Kosten

Met kosten worden in principe alle kostensoorten bedoeld die betrekking hebben op het verzamelen, bewerken, registreren, bewaren en ter beschikking stellen van informatie. Het gaat om kosten die concreet, objectief en dus meetbaar zijn.

Voorbeelden: Arbeidskosten, kosten van uitbesteding en materiaal- en overheadkosten. Ook niet direct zichtbare kosten, zoals toegerekend loon voor de eigenaar/ondernemer, vallen onder kosten. Tenslotte valt de tijd die een ondernemer of zijn medewerkers besteden aan het voldoen van informatieverplichtingen onder het begrip kosten en dus onder administratieve lasten.

Bedrijfsleven

Tot het bedrijfsleven behoren bedrijven zoals opgenomen in de definitie van de Nationale Rekeningen van het Centraal Bureau voor de Statistiek (CBS): alle sectoren van de economie, met uitzondering van het openbaar bestuur en overheidsdiensten, de verplichte sociale verzekeringen en het onderwijs. Voor deze uitzonderingen geldt, dat de private onderdelen daarbinnen wél weer onder het bedrijfsleven vallen.

Voorbeelden: Zo is een openbare school geen bedrijf voor de administratieve lasten, maar het Luzac-college wel. Een waterleidingbedrijf, energiebedrijf en gemeentelijke kredietbank is in het algemeen een bedrijf, want het opereert kostendekkend. Een ander voorbeeld: als een gemeentelijk zwembad of stortplaats wordt verzelfstandigd, wordt het een bedrijf en gaat de bijbehorende regelgeving dus meetellen voor het bepalen van de administratieve lastendruk.

Informatieverplichtingen

Alleen de kosten die terug te voeren zijn tot een wettelijke verplichting vallen onder administratieve lasten. Ook al leveren bepaalde informatieverplichtingen ergernis op of worden als een last ervaren, gaat het bij het in kaart brengen van administratieve lasten alleen om de last in de betekenis van objectieve kostenpost.

Voorbeelden: Het aanvragen van vergunningen en erkenningen, melden van arbeidsongevallen, uitvoeren van verplichte keuringen (bijvoorbeeld periodieke keuring van liften), uitvoeren van metingen en registraties.



B.B.B., *Oils Shame II* - 2004, Courtesy Galerie Massimo Minini (Brescia)

Wet- en regelgeving

Het gaat om wet- en regelgeving van de overheid, dus ook om de verplichtingen die voortvloeien uit algemeen verbindende voorschriften en beleidsregels.

Voorbeelden: Te denken valt aan certificering die wettelijk verplicht is, informatievereisten voor het verkrijgen van een vergunning, informatieverplichtingen aan derden die voorgeschreven zijn in wet- en regelgeving van de overheid (zoals financiële bijsluiters, energieaanduiding op koelkasten en auto's, de vrachtbrief in het goederenvervoer en de verplichting voor bedrijven om de ondernemingsraad te informeren).

Overheid

Met overheid bedoelen we alle eenheden die voornamelijk gecontroleerd en gefinancierd worden door de overheid zelf. Hiertoe behoren alle instellingen, ook als ze werkzaam zijn in het

buitenland, zoals ambassades. Omgekeerd worden buitenlandse ambassades en internationale instellingen die in Nederland gevestigd zijn, zoals Europol en het Internationaal Gerechtshof, niet tot de Nederlandse overheid gerekend. Vennootschappen maken in principe geen deel uit van de overheid, zelfs al zijn ze geheel of gedeeltelijk eigendom van overheidsinstellingen.

Voorbeelden: Het stelsel van de Nationale Rekeningen maakt een indeling in drie subsectoren: centrale overheid, lokale overheid en wettelijke sociale verzekeringsinstellingen (inclusief de uitvoeringsinstellingen van deze drie subsectoren).

Handelingen: verzamelen, bewerken, registreren, bewaren en ter beschikking stellen van informatie

Centraal hierbij staan zaken die betrekking hebben op het voorzien in de

informatiebehoefte door de overheid. Dit kan een directe overdracht naar de overheid zijn (bijvoorbeeld bij statistieken), maar ook kan de overheid vragen informatie achter de hand te houden (bijvoorbeeld de plicht van werkgevers om identificatiebewijzen van werknemers te bewaren) of informatie aan derden (bijvoorbeeld consumenten) ter beschikking te stellen. Essentieel is de verplichting dat op ieder moment de gegevens beschikbaar moeten zijn en dus direct opgeleverd moeten kunnen worden.

Voorbeelden: Het opstellen en actueel houden van beleidsdocumenten en het daarbij betrekken van deskundigen, de verplichte milieu- en arborapportages, het aanvragen van vergunningen of erkenningen, de tijd die bedrijven kwijt zijn aan bezoeken van toezichthouders en het verstrekken van informatie aan derden.

...

Waarom minder administratieve lasten?

De doorgeschoten wet- en regelgeving blijkt in diverse onderzoeken ergernis nummer één te zijn voor Nederlandse ondernemers. Minder administratieve lasten en minder regels zorgen voor een aanzienlijke verbetering van het ondernemingsklimaat voor nieuwe en bestaande bedrijven, een sterkere economie, herstel van de concurrentiekracht én een slagvaardige overheid. Kortom, meer ruimte voor ondernemers door minder lasten.

Coördinatie vermindering administratieve lasten

De minister van Financiën coördineert het interdepartementale project vermindering administratieve lasten voor bedrijven in nauw overleg met de staatssecretaris van Economische Zaken, aanspreekpunt voor het bedrijfsleven. Departementen zijn zelf verantwoordelijk voor de administratieve lastenreductie op hun eigen beleidsterreinen. Het is de minister van Financiën die aansluitend op het begrotingsproces tijdens de begrotingsbesprekingen, systematisch en consequent de inspanningen en resultaten bij het verminderen van administratieve lasten zal bijhouden en handhaven. De vorderingen van de administratieve lastenreductie voor bedrijven worden gevolgd via de jaarlijkse Miljoenennota en de departementale begrotingen (september) en de jaarverslagen (mei). Ook richting Europa zal de minister van Financiën deze coördinerende en stimulerende rol vervullen.

CPB: lastenverlichting positief economisch effect

“Administratieve lastenverlichting creëert ruimte voor ondernemers. Berekeningen van het CPB laten zien dat de

lastenverlichting een positief effect heeft op de arbeidsproductiviteit in de marktsector, de concurrentiekracht, de output in de marktsector en de economische groei. Op lange termijn neemt het BBP met 1,5% toe. Het terugdringen van de bureaucratie in de collectieve sector speelt 24.000 arbeidskrachten vrij die ingezet kunnen worden voor het primaire proces (handen aan het bed) en kunnen bijdragen aan het vergroten van de output en het verhogen van de kwaliteit van de dienstverlening in de collectieve sector. Ten slotte stelt het terugdringen van de bureaucratie werkgevers in staat om sneller te reageren op veranderende marktomstandigheden. Hiermee draagt het ook bij aan een sneller herstel van de economische groei.”

Aanpak

De afgelopen jaren heeft de overheid een infrastructuur opgebouwd waarmee administratieve lasten voor het bedrijfsleven op een gestructureerde manier kunnen worden gesignaleerd, aangepakt en gemonitord. Zo zijn instrumenten ontwikkeld als nulmetingen, de departementale gemengde commissies en meer recentelijk de koppeling van de uitvoering en bewaking van de operatie aan de begrotingscyclus. Nulmetingen hebben plaatsgevonden en de verschillende departementen hebben reductie maatregelen ontwikkeld waarmee zij een bijdrage leveren aan de kabinetsdoelstelling. Deze eerste stap, vertaalt zich in een administratieve lastenvermindering van € 3 miljard, oftewel 18 procent reductie (bruto). Omdat met deze maatregelen nog niet de kwart reductie wordt behaald, zoekt het kabinet langs vier sporen naar extra reductiemogelijkheden, bijvoorbeeld via interdepartementale samenwerking, door de inzet van ICT en door de aanpak van administratieve lasten vanuit Europa.

In de Miljoenennota voor 2005 wordt uitgebreid ingegaan op de aanvullende maatregelen. In het voorjaar van 2005 worden definitief de lastenplafonds (het maximum aan administratieve lasten) per departement vastgesteld.

Instrumenten Nulmetingen

De nulmeting maakt het mogelijk dat (1) gedetailleerd inzicht wordt verkregen in de administratieve lasten per wet, (2) inzicht wordt verkregen in de uitgangspunten en de basisgegevens waardoor (effecten van) reductievoorstellen goed kunnen worden gekwantificeerd, (3) alternatieven van voorgenomen wetten en regelgeving en de bijbehorende effecten gemakkelijk kunnen worden doorgekend en (4) snel en betrouwbaar (op niveau van wetten) kan worden gerapporteerd over de administratieve lastenontwikkeling gedurende een kabinetsperiode.

De departementen hebben in een nulmeting de omvang van de door hun departement veroorzaakte administratieve lasten voor bedrijven vastgelegd met als ijkpunt 31 december 2002. De administratieve lasten zijn ingedeeld naar nationale of internationale herkomst. Zo is duidelijk welk deel wordt veroorzaakt door regelgeving vanuit Brussel (Europees beleid) en welk deel volledig het gevolg is van Nederlands beleid. Daarmee ontstaat meer inzicht in waar de reductiemogelijkheden moeten worden geagendeerd en gerealiseerd, nationaal of internationaal.

Reductiedoelstelling en administratieve lastenplafonds

Samen met het bedrijfsleven zijn de departementen op zoek gegaan naar mogelijkheden om administratieve lasten te verminderen. Dit heeft geresul-

teerd in concrete reductiemaatregelen per departement, die op 8 april 2004 aan de Tweede Kamer zijn gepresenteerd. Het is de bedoeling dat in 2005 departementale lastenplafonds worden vastgesteld: het maximum aan administratieve lasten per departement staat dan vast. In bijlage 10 van de Miljoennota 2004 (Spelregels administratieve lasten) staan de uitgangspunten bij de vaststelling van die lastenplafonds vermeld. Bij de vaststelling van de netto lastenplafonds per departement zal onder meer rekening worden gehouden met de effecten van onvermijdelijke en gewenste nieuwe regelgeving. Slechts voor een aantal terreinen is bekend wat de toename van onvermijdelijke nieuwe regelgeving is; in de loop van 2004 is die toename nauwkeuriger in beeld gebracht. De vaststelling van departementale (netto) lastenplafonds vindt ook daarom in het voorjaar van 2005 plaats.

Alle departementen moeten wijzigingen in de administratieve lasten, zowel afnamen als toenames ten aanzien van de nulmeting (bijvoorbeeld als gevolg van nieuwe wet- of regelgeving) bijhouden en periodiek doorgeven aan de minister van Financiën. Bij eventuele toenames van administratieve lasten moeten departementen uiteraard compenserende maatregelen nemen in de overige wet- en regelgeving van het departement om onder het afgesproken plafond te blijven. Nieuwe regelgeving wordt hiertoe in de interdepartementale voorbereidingsfase getoetst op bedrijfs-effecten, milieueffecten en wetgevingskwaliteit en door ACTAL expliciet getoetst op administratieve lasten. Diezelfde alertheid op de administratieve lasteneffecten van nieuwe maatregelen is noodzakelijk in Brussel. De Nederlandse regering wil dat bij nieuwe

Mussolini non ha mai ammazzato nessuno - 2003. Courtesy Galerie Massimo Minini (Brescia)



Europese regelgeving de administratieve lasten zo beperkt mogelijk worden gehouden. In ieder geval moet worden vermeden dat bovenop de EU-regelgeving een “nationale kop” wordt gezet. In Nederland worden nieuwe voorstellen van de Europese Commissie beoordeeld in een interdepartementaal

samenwerkingsverband en aan het parlement voorgelegd. Ook in die context wordt aandacht besteed aan de voorziene administratieve lasten van nieuwe voorstellen. Om die goed in kaart te kunnen brengen, moet ook de opzet van “impact assessments” van de Commissie worden verbeterd.

...

Procedure parallel aan begrotingscyclus

De realisatie van de kabinetsdoelstelling om de administratieve lastendruk voor bedrijven met een kwart te verminderen, vraagt om een systematische en transparante aanpak. Daarom is besloten de planning en de voortgang van het proces via de begrotingscyclus bij te houden.

In het kabinet Balkenende II worden de inspanningen voor de operatie administratieve lastenverlichting besproken parallel aan de begrotingsbesprekingen. Dit wil zeggen dat de departementen jaarlijks hun voornemens op Prinsjesdag in de departementale begrotingen presenteren, samengevat in de Miljoenennota... Over de geboekte resultaten wordt verslag gedaan in de departementale jaarverslagen op de derde woensdag in mei, samengevat in het Financieel Jaarverslag van het Rijk.

Toetsing bij voorgenomen wet- en regelgeving

Bij alle voorgenomen wet- en regelgeving zijn departementen verplicht aan te geven wat dit betekent voor de administratieve lastendruk. Afspraken over compensatie worden eenmaal per jaar in het voorjaar in de Ministerraad gemaakt en door de minister van Financiën in een besluitvormingsmemorandum voorbereid. De inzet van het kabinet is om de administratieve lasten van nieuwe regelgeving zoveel mogelijk te voorkomen dan wel zo klein mogelijk te houden. Nieuwe lasten worden gecompenseerd door extra reducties op bestaande wetgeving.

De toetsing van voorgenomen wet- en regelgeving op administratieve lasten voor het bedrijfsleven wordt uitgevoerd door een tijdelijk onafhankelijk adviesorgaan, het Adviescollege Toetsing Administratieve Lasten (ACTAL).

Sometimes people don't need to know - 2004, Courtesy Galerie Kamel Mennour (Paris)



Het ACTAL heeft tot taak op verzoek van de ministeries of uit eigen beweging te adviseren over o.a. de vraag of bij het ontwerp van voorgenomen wet- en regelgeving voldoende aandacht is besteed aan de administratieve lasten die deze regelgeving voor het bedrijfsleven tot gevolg heeft en of er gekeken is naar minder belastende alternatieven.

Verlaging administratieve lasten uit Europa

Uit de inventarisatie van de administratieve lasten is gebleken dat een aantal omvangrijke complexen van administratieve lasten een Europese oorsprong hebben. De harmonisatie van wetgeving in Europa heeft over het algemeen veel voordelen voor het Nederlandse bedrijfsleven. Europese regels vervangen vaak de oorspronkelijke, eveneens belastende, nationale regels.

De aanpak van de administratieve lasten in Nederland heeft echter onmiskenbaar ook een Europese component, omdat op steeds meer terreinen Europese regels ontstaan. De beoordeling

van bestaande en nieuwe regelgeving vindt ook op Europees niveau plaats. Binnen de EU is een actieprogramma ontwikkeld, waarin zowel vereenvoudiging van wetgeving als beoordeling van nieuwe voornemens zijn opgenomen. Het kabinet heeft de gevolgen van regelgeving voor het bedrijfsleven in het algemeen en de administratieve lastenreductie in het bijzonder prominent op de Europese agenda geplaatst tijdens het Nederlands Voorzitterschap in de 2e helft van 2004. Dit betekent uiteindelijk een versterking van het bestaande Europese actieprogramma voor betere regelgeving.

Samenwerking met het bedrijfsleven

De overheid betreft het bedrijfsleven, zowel via overkoepelende organisaties als MKB Nederland en VNO-NCW als individueel ondernemers, actief bij de realisatie van de kabinetsdoelstelling om administratieve lasten te reduceren. Het zijn immers ondernemers die ervaren waar de meest hinderlijke lasten optre-

den en waar mogelijkheden bestaan ze terug te dringen. Van die kennis maakt de overheid gebruik.

Departementale gemengde commissies

De betrokken ministeries hebben gemengde commissies ingesteld, met vertegenwoordigers van overheid en bedrijfsleven. De maanden voorafgaand aan de presentatie van de reductieplannen (eerste stap) hebben alle departementen zich ingespannen om de administratieve lasten van duizenden regels onder de loep te nemen en te vermindere. Het bedrijfsleven is ook via andere kanalen (zoals het Meldpunt) intensief bij de rijksbrede operatie betrokken. Klachten, meldingen en andere suggesties van ondernemers hebben zodoende een belangrijke rol gespeeld bij de totstandkoming van de reductiemaatregelen.

Inbreng bedrijfsleven via het Meldpunt

Niet alleen de administratieve lastenomsvang is relevant maar ook hoe deze lasten door ondernemers worden ervaren. Sommige informatieverplichtingen zijn qua omvang van de administratieve lasten misschien niet zo groot, maar worden door ondernemers als grote last ervaren doordat deze zinloos worden gevonden.

Het kabinet wil de praktijkkennis en -ervaring van het bedrijfsleven inschakelen bij de realisatie van de kabinetsdoelstelling om de administratieve lasten met een kwart te vermindere. Daarom heeft minister Zalm op 20 oktober 2003 in aanwezigheid van vertegenwoordigers uit het bedrijfsleven het Meldpunt administratieve lasten in gebruik genomen.

Hierbij een overzicht van de meest ergeriswekkende administratieve romps-

lomp waar een oplossing voor is gevonden. Deze zijn gebaseerd op meldingen en suggesties die via het Meldpunt zijn binnengekomen en via andere input van het bedrijfsleven.

- De Wet Bescherming Persoonsgegevens geeft een overvloed aan voorschriften met betrekking tot het gebruik van persoonsgegevens en verplicht werkgevers alle gegevensbestanden die enigszins gevoelig worden geacht, te melden bij een toezichthouder.

Oplossing: ondernemers kunnen volstaan met minder, en minder vaak informatie aan te leveren over de toepassing van de Wet bescherming persoonsgegevens (wijziging van de Wet bescherming persoonsgegevens en de uitvoering daarvan).

Dit levert een administratieve lastenreductie op van € 3 miljoen.

- Bedrijven moeten elke keer als de jaarrekening bij de Kamer van Koophandel is gedeponereerd dit publiceren in de Staatscourant. Daarbij wordt de Staatscourant ook toegestuurd aan het bedrijf. Niet alleen de kosten van de vermelding, maar ook de kosten van het bewijsnummer en de toezending daarvan worden doorberekend aan het bedrijf.

Oplossing: verplichte melding in de Staatscourant voor onder meer statutenwijziging en ontbindingen wordt geschrapt (aanpassing Handelsregisterwet).

Dit levert een administratieve lastenreductie op van € 0,7 miljoen.

- De verplichting tot het maken van een risico-inventarisatie en -evaluatie (RIE) over de arbeidsomstandigheden leidt in de praktijk tot omvangrijke en gedetailleerde vragenlijsten. De wetgeving regelt bijvoorbeeld dat per theatervoorstelling een RIE moet worden uitgevoerd. Dit bete-

kent alleen voor de theaterwereld al zo'n 20.000 (= aantal reizende voorstellingen) RIE's per jaar. Per bezoek moet een hele lijst aan checkpunten worden doorgenomen.

Oplossingen:

- Efficiëntere implementatie van de RI&E mogelijk door snellere en meer toegankelijke informatie over de RI&E aan de werkgevers (openstellen van een speciale RI&E-website).

Dit levert een administratieve lastenreductie op van € 7 miljoen.

- Per branche wordt een op maat gesneden RI&E digitaal aangeboden, zodat het invullen hiervan veel makkelijker en sneller gaat (digitalisering van RI&E's per branche).

Dit levert een administratieve lastenvermindering op van € 28 miljoen.

- Door gebruik van branchespecifieke RI&E's via de website, kan een beperktere toets op de RI&E plaatsvinden door de Arbo-diensten (wijziging Regeling Certificatie Arbo-diensten).

Dit levert een administratieve lastenbesparing op van € 23 miljoen.

- Vervangen van het arbeidsveiligheidsrapport per installatie door een Aanvullende RI&E voor hoog risicobedrijven (wijziging in het Arbeidsomstandighedenbesluit).

Dit levert een administratieve lastenverlichting op van € 2 miljoen.

- Een bedrijf wordt soms wel vijf keer per jaar gevraagd een CBS enquête in te vullen en is verplicht daaraan mee te werken. Zo worden bedrijven verplicht een vragenformulier "Productie Statistiek Industrie 2002" in te vullen welke zo complex van aard is dat zij soms genoodzaakt zijn om hiervoor een accountant te consulteren.

Oplossing: aan met name MKB-ondernemers worden minder formulieren voorgelegd bij de jaar- en korte ...

termijnstatistieken en arbeidsmarktstatistieken door vergroting gebruik bestaande bronnen (efficiëntere uitvoering CBS-wet en onderliggende regelgeving).

Dit levert een administratieve lastenreductie op van € 3,3 miljoen.

- Het bijhouden van de huidige mestboekhouding kost een veehouder circa € 3.800 per jaar. Tevens hierbij sprake van een grote stapeling van regelgeving.

Oplossing: eenvoudiger administratieve verplichtingen met betrekking tot mest (invoeren nieuw stelsel van mestwetgeving).

Dit levert een administratieve lastenvermindering op van € 78 miljoen.

- Een bedrijf wordt telkens geconfronteerd met verschillende definities, bijvoorbeeld bij het loonbegrip. Veel bedrijfspensioenfondsen kennen bijvoorbeeld eigen premieberekeningen op basis van verschillende grondslagen.

Oplossing: op het terrein van de fiscale regelgeving en werknemersverzekeringen (sofi-domein) is een grote operatie (WALVIS/SUB) in gang gezet, gericht op harmonisatie van loonbegrippen, hergebruik van gegevens door inrichting van één centrale polisadministratie en de stroomlijning van de uitvoering door overdracht van de premie-inning naar de belastingdienst (SUB). De ondernemer hoeft hierdoor niet langer loongegevens aan verschillende instanties te leveren, zoals UWV, Belastingdienst, ziekenfondsen en CBS. Dat leidde tot veel ergernis. Vanaf nu is eenmaal aanleveren voldoende. Voor het sofi-domein (SZW en Financiën samen) leveren beide operaties € 276 miljoen op.

Wie?

De verantwoordelijkheid voor het terugdringen van administratieve lasten voor het bedrijfsleven ligt bij het hele kabinet. Alle ministers dragen hieraan hun steentje bij en staan voor de plannen die ze hebben gemaakt. Ministers zijn individueel verantwoordelijk voor het behalen van resultaten van het eigen departement. De minister van Financiën heeft - in nauwe samenwerking met de staatssecretaris van Economische Zaken - de bijzondere verantwoordelijkheid voor de coördinatie van de kabinetsdoelstelling en voor de handhaving van de gezamenlijke taakstelling uit het Hoofdlijnenakkoord.

De Interdepartementale Projectdirectie Administratieve Lasten (IPAL), ondergebracht bij het ministerie van Financiën, ondersteunt de betrokken bewindspersonen in het bereiken van de kabinetsdoelstelling. De projectdirectie heeft zowel een toezichthoudende taak (monitoring en handhaving van de operatie in de context van de begrotingscyclus en bijbehorende spelregels) als een faciliterende en stimulerende rol (ondersteuning van alle departementen door de ontwikkeling van instrumenten om de rijksbrede reductiedoelstelling te behalen)

Bredere aanpak voor minder regels en minder bureaucratie

De aanpak van de administratieve lasten voor bedrijven maakt deel uit van het bredere kabinetsbeleid dat gericht is op versterking van de economie en herstel van de concurrentiekracht van Nederland.

Deze aanpak zal verder ondersteund worden door:

- de in 2003 doorgevoerde versterking van de bestaande beoordeling van voorgenomen regelgeving op effecten voor bedrijfsleven, milieu en uitvoerbaarheid en handhaafbaarheid;

- de initiatieven in het kader van het bevorderen van de economische dynamiek, bijvoorbeeld door stimulering van innovatie;
- de aanpak van strijdige regels.

Minder regels

Het motto van het kabinet luidt: meedoen, meer werk, minder regels. Minder regels beperkt zich niet tot de vermindering van administratieve lasten voor het bedrijfsleven. Er is uiteraard meer te zeggen over regelgeving dan alleen de administratieve lasten invalshoek. Een aantal voorbeelden:

- Minder andere lasten voor bedrijven: Een aantal vakministers heeft de operatie voor verlaging van de administratieve lasten verbreed door bijvoorbeeld andere (nalevings)kosten voor het bedrijfsleven kritisch te bezien, zoals bij LNV (stelselherziening mestregelgeving), V&W, JUS (vermindering transactiekosten in het contractenrecht; in kaart brengen lasten procesrecht), EZ, FIN (financiële markten) en bij VROM. Bij VROM is de administratieve lastenreductie gekoppeld aan de herijkingsoperatie, die als doel had voor het geheel van regelgeving van VROM na te gaan of de gestelde beleidsdoelen op het terrein van VROM met minder, eenvoudiger en beter gestroomlijnde regels kunnen worden gerealiseerd, waardoor ook de uitvoering en handhaving van die regels kan worden verbeterd
- Minder administratieve lasten voor burgers: Het programma Andere Overheid richt zich onder andere op het verminderen van administratieve lasten voor burgers.
- Efficiencyverbetering van overheidsorganisaties: OCW pakt de lasten bij scholen aan.

Création du Commissariat wallon E-Administration et Simplification “E@SI-WAL”

Depuis plusieurs années déjà, la Région wallonne innove au niveau de son Administration et se met à l'écoute des exigences de simplification de ses usagers.

A partir de 2001 déjà, le souhait d'agir rapidement en termes d'e-gouvernement et de simplification administrative s'est fait jour. Il a fallu environ une année pour le mener à bien et créer deux cellules spécifiques: Wall-On-Line pour la dimension e-gouvernement et le Commissariat à la Simplification Administrative. En ce qui concerne la lisibilité, un Comité de lisibilité a été institué début 2003 et un groupe de travail ad hoc a été créé au sein du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne.

Faire de l'Administration le premier partenaire des citoyens et entreprises wallonnes, constitue une priorité du Contrat d'Avenir pour la Wallonie. Sa mise en œuvre suppose la pleine réussite des actions de simplification administrative et d'e-gouvernement. A l'expérience, il est apparu que les interventions dans les deux champs étaient indissociables. D'une part, la simplification des procédures doit précéder leur transformation en mode électronique. D'autre part, la formalisation inhérente aux projets informatiques est gage de simplification. E-gouvernement et simplification administrative sont intimement liés: des projets, notamment la

révision des formulaires en vue de les rendre utilisables sous forme électronique, l'ont démontré à suffisance et, sous la législature précédente déjà, des réunions de travail communes ont été fréquemment organisées.

Le Contrat d'Avenir a mis l'accent sur la simplification administrative et sur l'e-gouvernement. Ces matières constituent des objectifs majeurs de ce Gouvernement pour réduire au maximum la complexité administrative à la source ainsi que les charges administratives pesant sur les entreprises et plus largement sur tous les usagers des services publics wallons.

Une réelle politique de simplification administrative et d'e-gouvernement a déjà été entamée dès la précédente législature.

Partant du constat que la démarche systématique de simplification des textes, des procédures et des formulaires n'était pas suffisamment prise en compte en Région wallonne, le Gouvernement wallon a en effet créé, dès 2002, trois cellules administratives transversales:

le Commissariat à la Simplification Administrative (CSA);
Wall-On-Line (WOL), dont les mis-

sions sont désormais connues de tous; la Cellule Lisibilité dont la mission était la relecture des formulaires en vue de les simplifier, avant leur mise en ligne électronique.

Depuis leur création, ces trois acteurs agissent de manière complémentaire et leur travail est significatif et reconnu de tous. Mais la Déclaration de Politique Régionale prévoit de pousser plus loin leur intégration pour amplifier et coordonner encore davantage le mouvement et faire de ces acteurs les chevilles ouvrières de la politique de simplification, une des pierres angulaires de la Déclaration de Politique Régionale.

En vue de renforcer l'efficacité du travail fourni, le Gouvernement wallon a décidé de fusionner ces cellules: le "Commissariat wallon E-Administration et Simplification", en abrégé E@SI-WAL, sera désormais l'organe en charge de la simplification administrative et de l'e-gouvernement en Région wallonne. Dans un souci de transversalité, le Commissariat dépendra du Ministre-Président et sera au service de l'ensemble des membres et services du Gouvernement wallon.

E@SI-WAL aura comme priorités de mettre en œuvre les actions de simplification administrative et d'e-gouvernement décidées par le Gouvernement wallon, de mener un travail de veille dans ces matières, de réaliser des actions d'amélioration de la lisibilité des textes décrets et réglementaires et des formulaires et documents administratifs

...



Torino-junknews – 2004

et de fournir aux services du Gouvernement wallon des conseils méthodologiques en matière de simplification administrative et de mise en place de l'E-gouvernement.

Dans le souci de généraliser le réflexe "simplification et lisibilité", le Commissariat travaillera aussi en étroite collaboration avec les Administrations, les Cabinets et les partenaires sociaux (CESRW), chacun détenteur d'une expertise et d'une sensibilité propre.

Pratiquement, la coordination du Commissariat sera assurée par un Commissaire chargé de la cohérence des actions menées, de l'évaluation permanente de l'avancement des travaux ainsi que de la

mise en œuvre du plan d'action de simplification administrative et d'e-gouvernement.

Il sera secondé dans sa tâche par deux Commissaires adjoints, l'un chargé des aspects liés à l'e-gouvernement, l'autre des aspects propres à la simplification administrative.

Pour ces trois responsables, une procédure d'appel aux candidatures et de sélection sera prochainement initiée. Une commission de sélection, composée de représentants de Ministres du Gouvernement, de membres du CESRW et d'un expert en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication appliquées à la simplification administrative, sera char-

gée de formuler des propositions de désignation au Gouvernement wallon.

Dans un second temps, une commission de sélection recrutera les autres collaborateurs.

Au total, le Commissariat sera composée de 21 personnes dont deux nouveaux postes, indispensables, d'une part, pour répondre aux conditions fixées par la Banque Carrefour des Entreprises nécessaires à l'accès aux données authentiques et, d'autre part, pour internaliser les coûts liés à la gestion du site portail.

Le Gouvernement entend se doter, avec ce futur Commissariat, d'une véritable "machine à simplifier".



Witboek “*De Eeuw van de Stad*” vertaald naar het Frans en het Engels

Met deze vertalingen wil de Vlaams minister van stedenbeleid een internationaal forum over stedelijkheid vervoegen, de discussie toegankelijk maken voor anderstaligen en de interculturele dialoog bevorderen. Het witboek geeft een beeld van de mogelijke stedelijke ontwikkelingen voor de komende 20 jaren om naar meer dynamische, evenwichtige en leefbare steden te evolueren.

Eind 2000 werd hiertoe een “Task Force” aangesteld met deskundigen uit verschillende beleidsdomeinen. Op basis van een diepgaande en geïntegreerde analyse - na raadpleging van de verschillende maatschappelijke actoren - werden duidelijke keuzes gemaakt die vertaald werden in zowel beleids- als methodische aanbevelingen die op de diverse niveaus moeten genomen worden om de steden en het leven in de steden een nieuwe dynamiek te geven. Het witboek snijdt doorheen vele grenzen: grenzen tussen disciplines en sectoren, grenzen tussen overheden en tussen instellingen. Maar hoofdzakelijk gaat het boek over de grenzen in het hoofd: de opvattingen en de houdingen van mensen, zowel van politici en stadsbewoners als van stadsgebruikers. Het witboek is geen neutraal academisch werkstuk. Men beschrijft en analyseert niet alleen, maar men neemt ook stelling in, maakt keuzes en kijkt vooruit. Het boek bestaat uit 5 hoofdstukken. De eerste drie hoofdstukken gaan vooral over de inhoud van het stedelijke beleid; in de laatste twee wordt de praktijk van planning en de bestuurlijke vormgeving die uit die inhoudelijke keuzes voortvloeit, beschreven.

Hoofdstuk 1

In hoofdstuk 1 bekijken we de stad vanuit verschillende oogpunten:

- de gebouwde stad
- de publieke stad
- de ondernemende stad
- de solidaire stad
- de pluriculturele stad
- de deelnemende stad

Deze 6 invalshoeken worden gehanteerd om de maatschappelijke veranderingen in de economie, de consumptie, de levensstijlen, de sociale relaties, de politiek en de cultuur in beeld te brengen en om aan te geven hoe deze veranderingen ingrijpende gevolgen hebben voor de verschillende aspecten van de ontwikkeling van de stad. De zes invalshoeken staan natuurlijk niet los van elkaar. Problemen in het ene perspectief worden mee veroorzaakt door evoluties die in een ander perspectief aan bod komen.

Doorheen de analyse wordt duidelijk dat enerzijds de steden onder druk komen te staan om met deze maatschappelijke veranderingen om te gaan én anderzijds over potenties beschikken om de uitdagingen van onze evolverende samenleving aan te gaan, zodanig dat de stad kan optreden als labora-

torium voor nieuwe sociale en politieke integratiekaders, voor sociale en politieke wederopbouw.

Vanuit deze vaststelling worden in deze analyse de ontwikkelingen op 2 manieren geschetst: als een probleem en als een potentie. Wat bedreigt de stad in zijn ontwikkeling en wat kan de kracht van de stad zijn voor die ontwikkeling? Welke maatschappelijke tendensen stellen enerzijds de stad in vraag en zijn anderzijds voorboden van een nieuwe stedelijke conditie? Een A-kant en een B-kant.

Drie centrale elementen tekenen zich af, die meegenomen dienen te worden bij het ontwikkelen van de strategische visie op de steden en het stedelijk beleid:

- nieuwe ruimtelijkheid: de keuze om de stad als ruimtelijke realiteit op een flexibele manier te mogen benaderen, naargelang het proces, het thema dat men wil onderzoeken
- nieuwe openbaarheid: het belang van kwaliteitsvolle en veelzijdige openbare ruimtes en van nieuwe codes omtrent gedrag en omgang in de publieke ruimte opdat de mensen in de stad elkaar op een constructieve manier kunnen ontmoeten en met elkaar communiceren, wat integratie ten goede komt
- nieuwe democratische vormen: het belang van verschuiven van democratische instellingen tot op de niveaus van wijk, stad en rasterstad om confrontatie en onderhandelingen tussen stadsbewoners en stadsgebruikers, tussen bestuur, instellingen en organisaties mogelijk te maken

...

Hoofdstuk 2

In hoofdstuk 2 belichten we de rol van de stad. We stellen vast dat de natiestaat in het spanningsveld tussen het lokale en het mondiale zijn centrale positie lijkt te verliezen en dit ten voordele van transnationale instanties en bewegingen enerzijds en van steden of stedelijke netwerken anderzijds. We gaan ervan uit dat de stad een belangrijke maar grotendeels nog te definiëren rol te spelen heeft in die confrontatie van globalisering – lokalisering. De stad kan die opdracht enkel aan als we de klassieke denkkaders over stad en stedelijkheid herformuleren. Zo zijn we van oordeel dat het noodzakelijk is om de realiteit van de uitgezaaide stad als uitgangspunt te nemen, om na te denken hoe stedelijke karakteristieken zoals densiteit, diversiteit, heterogeniteit en de mentaliteit van het omgaan met het vreemde gevrijwaard kunnen worden en hoe de stad een rol kan opnemen in de kloof die er is tussen de overheid, de bevolking en het maatschappelijk middenveld. Als antwoord lanceren we begrippen als ‘rasterstad’ en ‘stadsprogramma’. Dit stadsprogramma wordt niet gerealiseerd via een masterplan, maar via concrete levende projecten. De toetssteen is telkens duurzame ontwikkeling met 3 principes als leidraad:

- densiteit: de stad moet maximaal profiteren van de verdichting waardoor een veelheid van diensten en activiteiten een voldoende groot draagvlak kan vinden
- diversiteit: de veelheid van culturen, leefstijlen, activiteiten en diensten geeft aan de stad de complexiteit die ze nodig heeft voor een dynamisch overleven
- democratie: meer participatie van de bevolking leidt niet alleen tot een grotere maatschappelijke betrokkenheid, maar ook tot een beter en doorzichtig bestuur

Jota Castro. A Mi Tiempo (2005) - Copyright Daniel Moulinet



Integreren, krachten bundelen en de bevolking betrekken zijn hierbij sleutelbegrippen. Dit vergt een nieuwe politieke cultuur en heel wat bestuurlijke wijzigingen. In de eerste plaats het aangaan van een stadsdebat opdat het stadsprogramma gedragen wordt door een coalitie van bestuur, civiele maatschappij en burgers. De stad en het stedelijke kunnen aldus knooppunten worden van sociale en politieke wederopbouw.

Hoofdstuk 3

In hoofdstuk 3 wordt uitgetekend hoe deze stadsprogramma's er wenselijk zouden kunnen uitzien. Deze stadsprogramma's willen niet enkel een antwoord zijn op de vaststellingen, die gedaan zijn over de stad vanuit de 6 “stadsgezichten” de gebouwde stad, de publieke stad, de ondernemende stad, de solidaire stad, de pluriculturele stad en de deelnemende stad, het blikveld van het traditionele beleid. Deze stadsprogramma's zijn ingevuld door de vaststellingen vanuit de 6 stadsgezichten te relateren aan de principes van duurzaamheid, densiteit, diversiteit en democratie.

Zo zijn volgende hoofdlijnen (assen) van stadsprogramma's gedefinieerd :

- globale strategie
- ruimtelijke samenhang
- kwalitatieve densiteit
- innoverende en creatieve kracht
- identiteit vanuit diversiteit
- solidaire stadspolis

Deze assen zijn strategisch, omdat het om structurele pijlers van de stad gaat. Deze assen hebben de bedoeling om de samenhang te versterken: tussen wereld en wijk, tussen het publieke en het private, tussen het collectieve en het individuele, tussen klassieke sectoren, tussen bevolkingsgroepen, tussen delen van de rasterstad, tussen steden, tussen het lokale en het centrale.

Per as zijn enkele velden uitgewerkt tot op een meer actiegericht niveau. Deze assen en velden geven met andere woorden een kader en een keuzemenu, dat het stadsdebat in elke stad kan voeden. De prioriteiten en het ritme van aanpak hangen af van de diagnose en de visie per stad. De verdere omzetting in concrete operationele doelstellingen moet per stad gebeuren. Daarvoor is het nodig dat het maatschappelijke en poli-

tieke debat in elke stad en op Vlaams niveau over deze velden gaat. Dit debat is voor ons, kijkend vanwaar we komen, belangrijker dan de vraag of dit alles al voldoende concreet is uitgewerkt in dit boek. Dat is niet het geval en dat kan ook niet: de omzetting in operationele plannen moet per stad gebeuren.

Hoofdstuk 4

In hoofdstuk 4 worden de maatschappelijke discussie en de planning op twee niveaus geplaatst en samen benoemd als “het stadsdebat”: de open stadsvisie enerzijds en de stadsprojecten anderzijds. Beide niveaus van aanpak zijn noodzakelijk en met elkaar verbonden. We plaatsen het maatschappelijke debat over de toekomst van de stad op het niveau van de stad. De stad als platform voor confrontaties. Niet met de ambitie om een ‘meesterplan’ te maken, maar wel om doorheen de discussie planning en actie op te wekken.

De moeizame vertaling van visie en principes in vernieuwd beleid moet echter nu en dan ook een krachtige duw krijgen. Er zijn testplaatsen nodig om de stad te beproeven: dat zijn dan de stadsprojecten. Die projecten prikkelen en voeden dan weer de stadsvisie. Tussen visie en projecten situeren we het spoor van de communicatie en de participatie en leggen we de nadruk op het belang van een goede regie en processturing door de stadsbesturen.

We gebruiken drie concrete voorbeelden van stedelijke plekken: één in Brussel, één in Mechelen en één in Kortrijk. Het hadden ook plaatsen uit alle andere steden kunnen zijn. Aan de hand hiervan illustreren we zowel de inhoud van het stedelijke beleid als de betekenis van het stadsdebat.

Hoofdstuk 5

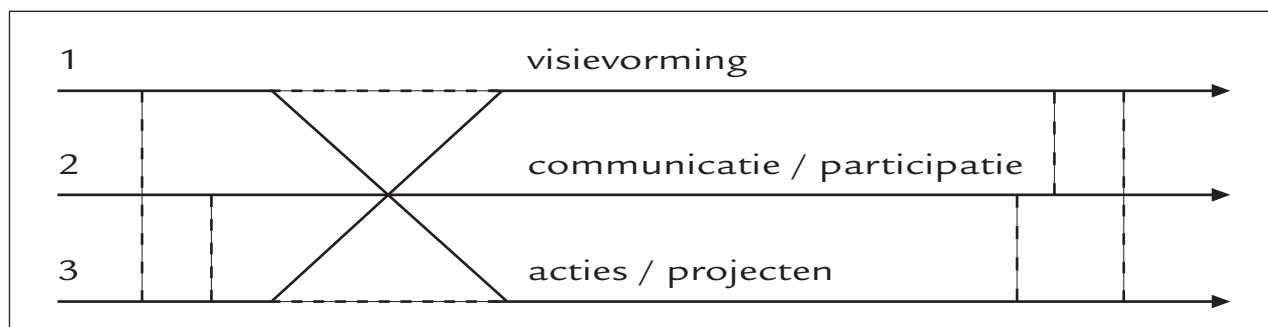
Hoofdstuk 5 gaat over de organisatie van politiek en bestuur. De stad is voor ons het eerste niveau van politieke ordening. De betrokkenheid van stadsbewoners en stadsgebruikers, van maatschappelijke groepen en actoren in de stad bindt hen in een algemeen belang (de ‘res publica’). Stadsburgerschap is het centrale begrip in dit hoofdstuk: mensen bij de stad betrekken, verantwoordelijkheid geven en laten opnemen. Dat vergt een meer participatieve democratie en een daaraan aangepaste bestuurlijke organisatie van de stad. De grotere betrokkenheid, de verhoogde verantwoordelijkheid, het versterkte burgerschap en een daarop beter ingestelde politieke en bestuurlijke participatieve democratie, duiden we aan als de “stadsrepubliek”.

De stadsrepubliek vergt het openbreken van een gesloten en verschaalde bestuurdersdemocratie om te komen tot een participatieve democratie. We geven daarvoor richtingen aan. De stadsrepubliek op het niveau van de rasterstad in de stadsregio vereist aangepaste bestuurs-

vormen met betrokkenheid van iedereen die in de stad woont en de stad gebruikt. Stads- en stedenbeleid op lokaal en Vlaams niveau moeten meer dan nu verweven en gelijkgericht worden. Stadsbesturen spelen een centrale rol in de lokale netwerken. Om de ambities van dit Witboek te realiseren, hebben zij nu vaak niet voldoende capaciteit en hun organisatie is er ook niet op ingesteld. Een kanteling van de stedelijke bestuursorganisatie is nodig om zowel op politiek vlak als op het vlak van beheer nieuwe capaciteit en werkmethodes op te bouwen. De Vlaamse overheid heeft sleutels in handen om de stadsrepubliek te versterken. De belangrijkste bestuurlijke kerntaak van die overheid is het activeren van acties voor de verschillende onderdelen en niveaus van de rasterstad.

Hoofdstukken 4 en 5 laten de lezer toe om het bestuur en het beheer van de eigen stad, en de organisatie van het stedelijk beleid in Vlaanderen kritisch te bekijken. Die hoofdstukken zijn mobiliserend: zo kunnen we onze organisatie en manieren van aanpakken verbeteren. Ze zouden richtinggevend moeten zijn voor maatschappelijke organisaties in de stad, voor stadsbesturen en voor de Vlaamse overheid.

Het witboek “De Eeuw van de Stad” kost 15 euro en kan besteld worden via email info@thuisindestad.be met opgave van naam en volledig adres.



La majorité des responsables gouvernementaux pensent que les fonctions “*Shared-Services*” les aident à atteindre leurs objectifs stratégiques

La grande majorité des responsables gouvernementaux pensent que les services partagés sont importants pour les aider à atteindre les objectifs stratégiques de leurs organisations. C’est ce que révèle une enquête publiée par Accenture (NYSE : ACN).

Dans le cadre de l’étude “Driving High Performance in Government: Maximizing the Value of Public Sector Shared Services,” Accenture a interrogé plus de 140 cadres supérieurs à tous les niveaux administratifs de 13 pays d’Europe, d’Amérique du Nord, de la région Asie-Pacifique et d’Afrique. Le but de cette étude était de déterminer leur position sur et leur utilisation des services partagés, ce que Accenture définit comme la consolidation des fonctions administratives ou de soutien (telles que les ressources humaines, les finances, l’informatique et l’approvisionnement) à partir de plusieurs départements ou agences dans une seule entité autonome afin de garantir une fourniture de services aussi efficace et performante que possible.

Plus des trois quarts des personnes interrogées — 85 pour cent — ont déclaré qu’elles pensaient que les services partagés jouent d’ores et déjà ou joueront à l’avenir un rôle dans la réalisation des objectifs stratégiques de leurs organisations. En outre, deux tiers (66 pour cent) des cadres admi-

nistratifs ont signalé qu’ils avaient déjà mis en œuvre des services partagés, ou qu’ils étaient en train de les mettre en œuvre, tandis que seulement 6 pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu’elles n’envisageaient même pas un modèle basé sur les services partagés. Les processus les plus courants que l’on rencontre dans les services partagés des gouvernements sont liés à l’informatique, aux finances et aux ressources humaines.

Cette étude a également révélé que le passage à un modèle basé sur les services partagés permettait aux organisations de consacrer un budget plus important, jusqu’alors destiné aux activités administratives, aux services de premier plan et directement axés sur les citoyens, ce qui favorise des réductions de coûts significatives tout en améliorant les services administratifs.

Améliorer les performances du secteur public

“Les gouvernements du monde entier sont confrontés aux mêmes défis : ils doivent améliorer les performances

du secteur public. Pour la plupart, la réalisation des objectifs en termes d’efficacité, la réduction des coûts et la réponse aux exigences des citoyens en faveur de services améliorés font partie de leurs priorités,” déclare Jos Vranken, Partenaire responsable du département Government Practice d’Accenture Belgique. “En réaction, de plus en plus d’organismes publics s’orientent vers des modèles basés sur les services partagés, ce qui leur permet de concentrer des ressources limitées aux activités à fort impact qui sont la clé de leurs missions, plutôt qu’à des fonctions administratives.”

En ce qui concerne les services partagés, les trois premiers objectifs identifiés par les personnes interrogées sont la réalisation des objectifs d’efficacité, la réduction des coûts et la satisfac-

66 % des cadres administratifs ont déjà mis en œuvre des services partagés

tion des citoyens en matière de services améliorés. Les personnes interrogées ont également évoqué une série d’autres objectifs basés sur la valeur, et notamment les avantages stratégiques (ex. grâce à des environnements de traitement normalisés et des systèmes améliorés), une meilleure qualité des services et une réduction des délais.



Jota Castro. Liberté Egalité Fraternité

Voici quelques autres constats importants :

- La plupart des gouvernements exploitent leurs centres de services partagés au niveau interne, alors qu'ils sont nombreux à recourir à des compétences extérieures pendant la planification.
- La nature unique des gouvernements impose des défis très spécifiques aux services partagés, comme le fait de combler le manque de compétences organisationnelles nécessaires pour appliquer un programme de transformation ou le manque de soutien ou d'engagement clair de la part du leadership en faveur du changement.
- Alors que deux tiers des cadres administratifs interrogés ont déclaré qu'ils avaient commencé à mettre en œuvre certains composants essentiels d'un véritable modèle de services parta-

gés, rares sont ceux qui les ont tous implémentés. Par conséquent, rares sont ceux qui ont pris conscience du véritable potentiel de leur stratégie en matière de services partagés.

Malgré ces défis, certains chefs de gouvernement ont déjà commencé à récolter les fruits de la mise en œuvre des services partagés. Des responsables gouvernementaux d'Australie, de Singapour, d'Allemagne, d'Irlande, du Royaume-Uni et des États-Unis ont déclaré qu'ils avaient déjà réduit leurs coûts et amélioré l'efficacité dans certains domaines.

Les pratiques essentielles

Un autre aspect de cette étude portait sur des entretiens étendus avec des responsables gouvernementaux considérés par Accenture comme des "pionniers" en matière de services partagés dans 11 agences différentes du monde entier. Ces responsables administratifs ont évo-

qué les raisonnements à la base de leurs décisions de mettre en œuvre les services partagés, leur degré d'avancement, les défis qu'ils ont rencontrés, leur façon de mesurer le succès, leurs facteurs de succès essentiels et les leçons qu'ils en ont tirées. Ces innovateurs ont identifié notamment les pratiques essentielles suivantes:

- Définir une vision, une stratégie professionnelle et un modèle d'exploitation clairs;
- Élaborer un plan professionnel fort et détaillé, basé sur des résultats mesurables;
- Adopter une approche de la planification axée sur le détail;
- Identifier l'ensemble des besoins budgétaires dès le départ;
- Créer l'organisation de services partagés en tant qu'entité autonome;
- Créer une structure administrative forte qui comprend des départements utilisateurs et des Service-Level Agreements;
- Assurer une gestion scrupuleuse du personnel;
- S'assurer que les capacités d'épanouissement appropriées sont en place;
- Transformer la culture interne; et
- Mesurer les performances.

www.accenture.com.

À propos de l'enquête

Pour son enquête sur l'utilisation des services partagés dans les pouvoirs publics intitulée "Driving High Performance in Government: Maximizing the Value of Public Sector Shared Services," Accenture a interrogé 143 cadres supérieurs à tous les niveaux de gouvernement dans 13 pays : l'Australie, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, Singapour, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis. L'enquête a été menée par téléphone de septembre à novembre 2004 par un institut de sondage indépendant.

Vlaamse coördinator stroomlijnt samenwerking met Noord-Frankrijk

Vlaams minister van Buitenlands Beleid Geert Bourgeois wil een globale Vlaamse strategie voor de samenwerking tussen Vlaanderen en Noord-Frankrijk. Daarom stelt de Vlaamse regering de West-Vlaamse gouverneur Paul Breyne aan als coördinator voor grensoverschrijdende en interregionale samenwerking voor een periode van 5 jaar.

“Noord-Pas de Calais is één van onze prioritaire buurregio’s, en omwille van de economische groei van Rijsel ook een bijzonder belangrijke handelspartner”, argumenteert minister Bourgeois. “Momenteel verloopt de samenwerking met Noord-Frankrijk langs Vlaamse zijde op verschillende bestuurlijke niveau’s tegelijkertijd: zowel de provincie, de intercommunales, als de gemeenten nemen hierbij initiatieven. Dit verheugt me natuurlijk, maar ik merk dat er nood is aan stroomlijning en de ontwikkeling van een globale strategische visie op de samenwerking.”

De samenwerking met Noord-Frankrijk kent sinds 2003 een nieuwe dynamiek dankzij de decentralisatiepolitiek van de Franse regering. Tientallen grensoverschrijdende projecten in diverse domeinen werden opgestart en politiek bekrachtigd op het ‘Eerste Frans-Belgische Interregionaal Forum’ in Rijsel.

Momenteel werkt Europa aan een samenwerkingsmodel voor Europese grensstreken. Met een gemengde Frans-Belgische parlementaire werkgroep, willen de buurlanden nu de oprichting van een dergelijk samenwerkingsmodel voor het gebied Rijsel-Kortrijk-Doornik-Moeskroen onderzoeken. Daarin zullen ook Vlaamse parlementairen zetelen.

De provincie West-Vlaanderen, de lokale besturen en de intercommunales hebben een jarenlange ervaring op het vlak van grensoverschrijdende samen-

werking met Frankrijk. Paul Breyne werkt sinds zijn aanstelling als gouverneur actief samen met het Franse ‘Département du Nord’ en heeft hiervoor diverse strategische plannen uitgewerkt. Hij beschikt daarom niet enkel over de juiste expertise, maar heeft ook goede banden met alle actoren.

De hoofdpdracht van de coördinator is het bijstaan van de Vlaamse regering bij het uitwerken van een globale, Vlaamse beleidsstrategie ten aanzien van Noord-Frankrijk. Daarnaast zal hij onder meer ook de coördinatie organiseren tussen alle betrokken overheden aan Vlaamse zijde, het verzekeren van de Vlaamse aanwezigheid in Noord-Frankrijk en de coördinatie van bestaande grensoverschrijdende initiatieven.

Verder gaf de Vlaamse regering minister Geert Bourgeois de opdracht om een strategische nota over de samenwerking tussen Vlaanderen en Noord-Frankrijk voor te bereiden. Het bestaande bilaterale akkoord hierover tussen Vlaanderen en Frankrijk zal worden uitgebreid tot de beleidsdomeinen Economie, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Gezondheid en Welzijn, Werkgelegenheid en Beroepsopleiding. Op geregelde tijdstippen zal een ministercomité, bestaande uit de functioneel bevoegde ministers van de Vlaamse regering, bijeenkomen om gemeenschappelijke standpunten te bepalen over deze beleidsdomeinen.

Investing in China's Internet industry

Opportunities and competition

Computer or web illiteracy is the biggest barrier denying the access to the web in China. But progress has been made. In big cities even children begin to learn to use computers and the gray population shows increasing interest in Internet.

At the end of 2004, netizens, those who surf on the Internet, reached 90 million and this number is growing at an annual rate of 27 percent. The spread of computers will bring more people onto the cyberspace. The market represents enormous potential. But the competition is intensive. The Internet sector is so complicated and heading forward so fast here that its trend is hardly predictable. Take the Internet access as an example. In China 57.7 percent of Internet users have to get online through dial-up while broadband is available to 95.6 percent of net surfers in South Korea. This shows the great potential for broadband service and high quality information service.

Although China Telecom has had some of its assets listed after a split-up, monopoly still exists in China's telecom industry. Changes of the telecom industry are a catalyst to development of the country's Internet industry.

The government is very eager and active in the spread of the Internet. It has launched a project called e-government to digitalize its process of dealing with procedures. And the central government promotes the vision of "informationalization boosting industry and vice

versa". Most government departments have their own websites kicked off. And 70 percent municipal governments offer online services.

However, this also means there is much government involvement in this sector. The Ministry of Information Industry, Ministry of Public Security, Information Office of the State Council, Ministry of Culture, General Administration of Press and Publication, Ministry of Education, State Administration for Industry and Commerce all have their responsibilities and policies for the industry.

There are also various other significant factors which deserve our special attention, including the ground-breaking progress on the computing and communication technologies, changes in the Chinese society and the intellectual property rights protection in the age of globalization.

An effective IPR regime and the development of relevant technologies will regulate and reshape the Internet sector. The Chinese government has issued many laws, administrative ordinances, departmental regulations and local rules regarding market access supervision, network operation security, news release and administration of audiovisual prod-

ucts. Although there still problem in enforcement, it is sure that the control will get more and more stringent.

It is the hi-tech that has made the Internet possible. Innovations have been made and will continue in parallel computing, distributed computing, wireless communication, data communication, voice recognition, automatic translation, smart technologies, semiconductors, new materials, intelligent terminals and robots.

China's Internet industry was born and has boomed against the backdrop of the country's reform and opening-up endeavor in a hi-tech intensive world on its way to globalization and informatization. The social, political, economic and cultural development of China will exert huge impact on its web industry.

China's opening-up began when the world started globalization process. As the Internet brings China and the rest of the world closer to a unprecedented extent, China is playing an increasingly important role in the globalization process. This is especially true since China joined WTO.

Different commitments have been made by the Chinese government on the four sectors in connection with Internet, i.e., media, publishing, telecommunication and information, during its WTO negotiation. China has promised to remove or reduce both its tariff and non-tariff barriers for IT products trade. And what makes the most significant sense is its commitment to the opening of its market of advertising, ...

Korea emerges as e-government leader

At the end of 2004, the Korean government heard the good news from the United Nations that its status as an electronic government had jumped to fifth place from 13th in 2003.

“The Korean central services portal (<http://www.egov.go.kr>) is definitely one of the world leaders in tightly integrating online government services,” the U.N. report said.

According to the 2004 e-government readiness rankings, the United States came in first, followed by Denmark, the United Kingdom and Sweden.

The annual report says, “The E-Government Readiness Survey 2004 assesses... how willing and ready the governments around the world are to employ the opportunities offered by Information and Communication Technology to improve the access, and quality, of basic social services to the people for sustainable human development.”

In referring to Korea, the report said, “A total of 393 services can be accessed online - from the initial application to the electronic issuing of results.” It added, “While the site clearly focuses on services, including transactions, it also features a host of everyday information such as up-to-date news, calendar or upcoming events, archived information, useful links and citizen feedback mechanisms.”

In Korea, the Government for Citizens or G4C project was established to provide user-friendly government services without the constraints of time and space, improving administrative productivity with lower costs and higher efficiency. The G4C system allows people home access to the civil service through the Internet, as well as offering other programs on tax, insurance, education and digital signature services.

“The G4C Project aims to establish an electronic channel for government services to the public along with the system for sharing information among agencies,” a report from the Ministry of Government Administration and Home Affairs said.

The project helped reduce the bothersome process of obtaining official documents. The report said, “Previously people were dissatisfied with the way government services and information are delivered, because it took long hours due to the complicated procedures. It is often necessary to submit various verification documents, requiring service applicants to visit several agencies to obtain them.”

Background

The Korean government’s initiative on e-government is based on the explosion of Internet since the mid 90’s in the nation. As of last year, the number of people using the Internet reached 31 million, approximately 70 percent of the total population. “This indicates the potential demand has grown up enough for electronic delivery of government services and information to citizens and businesses,” a government report said.

“As people become aware of the power of the Internet and experience good service in the private sector, they will become less tolerant of poor service in the public sector. If people can buy an airplane ticket over the Internet, they will want to get the citizenship certificate issues the same way,” it said.

The unique culture of PC Bang or public PC room accelerated the penetration rate of the Internet. The high speed Internet can be easily accessible for a meager 1,000 won per hour on average everywhere.

“Rapid growth of the ‘PC bang’ industry had been due, in part, to an economic crisis in 1998, when many young people had been forced to be out of jobs. New business opportunities were searched for and created by Internet,” the report said.

High speed Internet companies have allied themselves with companies who build apartments. “Construction companies have enjoyed incentives provided for apartments with high-speed Internet access,” the report said.

“Communication carriers also have been able to find business opportunities to put cables underground to apartment complexes where there are enough potential customers within a compact area.”

The stiff competition among dot-com companies also contributed to the spread of the Internet as they provided services favorable to customers, including free email services. “Email communications have become popular even to primary school students. They are heavy Internet users, sharing information among their classmates and teachers on homework and after-school activities,” the report said.

Government officials thought that given that the rapid development of Information Technology and Communication, it was never too early to start building e-government. “We had a kind of fear that failure to build an information infrastructure would hurt the Korean government to the point that it might not be able to compete in the global context, leaving the nation farther behind developed countries,” the report said.

distribution, consultancy and nearly all the value-added telecom services to foreign investors.

The consultancy and the value-added telecom business focusing on ICP and ISP are playing a leading role in the world's Internet platform nowadays. What's more, the advertising and distribution industries have great impact on the traditional media. In the light of all of this, I see even the prospect of a reshuffling of China's Internet or even the whole media industry as a result of the above-mentioned commitments of the Chinese government.

As all of the four sectors are technology and capital intensive, Chinese players have no comparative advantages in capital and technology comparing with their foreign peers.

All the leading Chinese commercial portals, Sina, Sohu and Netease, all are started by foreign venture capital and

listed in Nasdaq now. The recent combat around Sina's stakes triggered an earthquake in the whole Internet industry in China. The story is far from end now. This evidenced the weight that the capital carries.

For Chinese players, much has to be done for research and development due to their low technical content in their Internet application. The technical problems make the business innovation difficult. Cutthroat competition breaks out between players with identical business models which are generally borrowed from foreign players. This situation will be improved with the development of local hardware manufacturing for communication and IT industries, as well as the growth of the country's software enterprises.

Last year the Beijing municipal government's order on Microsoft aroused controversy. An online survey showed that

the majority of people agreed home-made software should be the choice of government procurement.

Meanwhile, Chinese businesses do enjoy competitive edges on the market access and operation costs. But these will disappear as the market is further liberated. They have to be able to offer more customized services other than just copy foreign models.

For foreign investors considering investing into China's web industry, they must take the situation in China into account before they can make any decision.

For example, as there is uniqueness in operation of mobiles, BBS, VCD/DVD in China, it is just foreseeable that other Internet applications will also bear China hallmark.

The Chinese culture embedded in the Chinese characters goes side by side on the Internet with English culture which dominates the Internet now. The inter- ...

B.P.S. 22





Palais de Tokyo - Paris

action of the two cultures does and will influence the future trend of the Internet culture.

Right local partners are absolutely necessary for new comers who will face difficult access to local resources. And a good cooperation with local partners puts the business on a fast track.

The complexity of the Chinese market also calls for local partners. We find such examples like eBay's buy-out of EachNet and Yahoo's acquisition of 3721.

On one hand, the recent years has seen many cases in which attempts of replicating foreign experience ended up with failure. However, there are also examples that companies whose prospect had looked slim have made it finally. A study into the money-making web sites will lead the conclusion that their success is based on rational business models which are tailored for China market.

On the other hand, it takes time for for-

eign web companies as late comers of the market to take off here in China. Experience of MSN, Yahoo, and AOL which failed to make concrete foothold in China has demonstrated that adaptation to the local market here is a real challenge.

This gives chances to Chinese players such as Tencent, Netease and Sina to be in a pre-emptive position. Their foreign peers generally begin their venture in China through mergers and acquisitions.

The Internet, though experienced rapid growth in China, still has a long way to go. The business has not taken shape while the competition is extremely sharp. All of this underpins the importance of a strong management team with close familiarity with the local market.

Enterprises have to adjust their structure as China's market economy is still developing. A healthy business cannot be pos-

sible without a perfect corporate culture which is in tune with a well-designed distribution system. Only in this way will a company grow up steadily. Besides that, a basic understanding about China's general business rules and the Chinese culture is also necessary. It is also worth efforts and time to think about issues that should be given special attention before any business can be launched in China.

The Internet industry is growing in China with the country's economy. Possibilities seem limitless. But only right strategies make the potential the reality. And one of the most exciting things in Internet is that the Internet itself helps to make all of this possible.

Yaping

e-Government

Internet based interaction with the European businesses and citizens

Increasingly, public bodies are creating websites for enterprises and citizens that enable easier, cheaper and more efficient handling of procedures and supply of services. e-Government is one of the main goals of the “eEurope 2005 Action Plan: an information society for all”, an initiative taken by the Heads of State or Government in pursuit of the Lisbon Strategy, which aims to make the European Union the most competitive and dynamic knowledge-based society.

e-Government and businesses

As regards interaction with public authorities, the survey on ICT usage in enterprises makes a distinction between various levels of interaction: obtaining information, downloading forms required for starting a procedure, and returning completed forms to the public authority.

As one would expect, obtaining information from a public authority website is the most common level of interaction: on average, 44% of all enterprises in EU-15 interacted with public authorities during 2003. Finland and Sweden recorded percentages far above this average (86% and 85% respectively), whereas the United Kingdom and Germany scored remarkably low (26% and 30% respectively). (Belgium: 59%).

The availability of basic on-line services influences these figures, but the link does not appear particularly strong, especially in Germany or the United Kingdom.

The level of interaction with public authorities varies considerably, depending on the type of activity of the enterprise concerned: some economic activities are more likely to involve public authorities than others. For instance, a fashion retailer will certainly interact less with public authorities than an enterprise involved in the transport of dangerous goods. As regards the various

sectors of activity, enterprises involved in real estate, renting and business activities display the highest percentages, 54% of enterprises obtained information from public authority websites. This sector also had the highest percentage in all Member States.

It should be remembered that the various percentages and comparisons are influenced by national particularities ranging from the availability of on-line public services to the type of services for which an application, registration, authorisation or declaration is required.

In general, large enterprises (250 or more persons employed), regardless of their economic activities, used public authority websites to obtain information more frequently than smaller ones. The EU-15-average in 2003 was 62% for large enterprises (Belgium:

“In 2003, an average of 44% of enterprises interacted with public authority websites in order to obtain information, while 38% downloaded forms and 23% returned completed forms”

73%), compared with 41% for small enterprises (10-49 persons employed) (Belgium: 56%). In general, the gap was much wider between small enterprises and medium-sized ones (50-249 persons employed) than between medium-sized and large ones. Indeed, the difference was marginal or even non-existent in Belgium, Denmark, Germany, Austria and Ireland. ...

Looking beyond the activity of merely obtaining information from public authority websites, the downloading of forms and the return of completed forms constitute the next levels of interaction. Fewer enterprises used these higher levels of interaction, a major factor here being the lower availability of online public services. At EU-15 level, 44% of enterprises obtained information, 38% downloaded forms to start a procedure, but only 23% returned completed forms in 2003.

“The type of activity in which an enterprise is engaged affects the intensity of its interaction with public authority websites. The on-line interaction of enterprises engaged in real estate, renting and business activities is particularly marked”

The difference between “obtaining forms” and “returning completed forms” ranged from 10% in the Netherlands to 43% in Sweden (the EU-15 average was 15% - Belgium 15%). Despite the big difference recorded for Sweden, one should bear in mind that the figure for “returning completed forms” in that country (40%) was still far higher than the EU-15 average and the fifth highest among the countries for which comparable data are available.

More than 70% of enterprises in Austria (73%), Finland (78%) and Sweden (83%) interacted with public authority websites for downloading forms; the highest value for the return of completed forms being recorded in Finland (55%). Again, the United Kingdom and Germany scored poorly. (Belgium: 40%)

e-Government and citizens

With the rapid development of the Internet in recent years, and the spread of web access from home, the need to

have information available on public authority websites has been growing. Public authorities have rapidly made useful information available on their websites and increasingly, entire procedures are planned or designed in such a way that they can be dealt with “virtually”. This situation is beneficial for public authorities and citizens alike: less “traffic” on public authority premises and no restrictions with regards to opening hours are a boon to all concerned.

The ICT survey of households asks individuals about their interaction with public authorities over the last three months and, analogous to the enterprise survey, permits an assessment of the “intensity” of this interaction.

“In general, small enterprises interact less with public authorities than larger ones, except for in Finland and Sweden, where there is little difference”

In 2003, citizens consulted those websites significantly more than just a year before. Whereas the average was 12.4% of surveyed individuals in 2002, it rose to 21.0% in 2003; some countries actually recorded a doubling or near doubling, such as Greece, Austria, Portugal and the United Kingdom. (there is no information for Belgium).

Students were the group which most frequently accessed public authority websites (28.4% of students on average), closely followed, in many cases, by employees, the self-employed and

family workers (27.0%), except in Luxembourg, where the figure for the latter group was significantly higher. The gap between the two groups in Germany is quite wide. (there is no information for Belgium).

In all countries for which information is available, persons with a tertiary educational attainment level were the most active in obtaining information from public authority websites (see Graph 4). The survey revealed that, in general, the percentages increased as a function of individuals’ qualifications.

When considering the age groups, the 25-34 age group scored highest, with nearly 31% on average, followed by the 35-44 and 16-24 age groups (26.4% and 25.9% respectively).

For the 25-34 and 35-44 age groups, the percentages were very similar in Denmark, Finland, Sweden and the United Kingdom.

In Denmark, Finland and Sweden, the percentages recorded for the over-55s were relatively high. The values were sometimes much higher than those for

the younger age groups, e.g. in Greece, Ireland, Portugal and the United Kingdom.

The survey results are influenced by the supply side, i.e. by the information content available on public authority websites. Of the 21% of surveyed individuals at EU level who, according to the available data, obtained information, fewer than half (10%) downloaded official forms dealing with matters such as income tax, vehicle registration, personal documents or certificates, etc., and only 6% returned completed forms ...



Palais de Tokyo – Paris

The highest percentages were again recorded in Finland and Sweden, but Luxembourg is also among the leading countries, even though it does not score particularly well on the information supply side.

On-line availability of public services

Clearly, there can be no on-line interaction between businesses or citizens on the one hand and public authorities on the other if no or only insufficiently developed public services are available on-line.

A study carried out in October 2003 was designed to assess a range of public services for citizens and businesses separately, and gave rise to an overall 'scoreboard' showing the degree of sophistication.

Public services to citizens that have been assessed include the handling of procedures linked to income tax, job search services, various topics relating to social security benefits, obtaining personal documents and certificates, vehicle registration, police statements, applications for building permission, and public library catalogues and search tools, etc.

On-line public services for businesses that have been examined include the handling of social contributions, VAT and corporate tax, the registration of new companies, the submission of statistical data, customs declarations, environment-related permits and elements relating to public procurement.

“Students, persons educated to tertiary level and persons aged between 25 and 34 years are the socio-demographic groups that interact most with public authority websites”

In all countries except Ireland, on-line public services for businesses were further developed than those for citizens. The gap appeared to be particularly wide in Belgium (40% services for citizens – 80% for businesses) and Germany.

Ten out of 15 countries reached a level of sophistication that allowed at least a two-way interaction between an enterprise and the public authority, but only

one country (Denmark) scored 100%, meaning that all basic services to businesses can be handled entirely on-line. Austria and Sweden are coming close to that result, whereas Luxembourg and the Netherlands appear to be lagging. As regards public services available to citizens online, the assessment revealed that there is no country in EU-15 that has no relevant website or does not offer the necessary information for initiating a procedure. Ten countries went beyond this stage (at least one-way interaction) but only half of those had two-way interaction. Fully on-line case handling for all services to citizens were not yet possible in any country, although Ireland and Sweden were the most advanced in EU-15.

Denmark, Finland and Sweden scored particularly well in the overall availability of information and the on-line handling of public services. Austria and Ireland also stood out, as they also achieved a score above the 75% threshold, for services to both businesses and citizens.

Eurostat

Beter Bestuurlijk Beleid

De organisatie van de Vlaamse administratie

Het ministerieel comité Beter Bestuurlijk Beleid keurde begin februari 2005 een ontwerp van besluit goed dat de toekomstige organisatiestructuur van de Vlaamse administratie juridisch vastlegt.

De Vlaamse Regering keurde het organisatiebesluit op 7 mei 2004 al principieel goed. Het huidige ontwerp van besluit dat het ministerieel comité aan de Vlaamse Regering ter goedkeuring voorlegt, is een verdere invulling van de structuur van de Vlaamse overheid.

In uitvoering van het kaderdecreet bestuurlijk beleid wordt de Vlaamse administratie opgebouwd op basis van een functionele indeling in 13 beleidsdomeinen:

1. Diensten voor het algemeen regeringsbeleid
2. Bestuurszaken
3. Financiën en Begroting
4. Buitenlands Beleid, Buitenlandse Handel, Internationale Samenwerking en Toerisme
5. Economie, Wetenschap en Innovatie
6. Onderwijs en Vorming
7. Welzijn, Volksgezondheid en Gezin
8. Cultuur, Jeugd, Sport en Media
9. Werk en Sociale Economie
10. Landbouw en Visserij
11. Leefmilieu, Natuur en Energie
12. Mobiliteit en Openbare Werken
13. Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed

Voor ieder beleidsdomein wordt telkens een gelijknamig ministerie en departement opgericht. Het besluit somt op welke aangelegenheden tot welk beleidsdomein behoren. Daarnaast bepaalt het organisatiebesluit welke instellingen als agent-schap worden toegewezen aan een bepaald beleidsdomein.

Belgium Benvenuti - 2004. Courtesy Galerie Massimo Minini (Brescia)



Indeling agentschappen per beleidsdomein overeenkomstig de beslissing van het ministerieel comité Beter Bestuurlijk Beleid van 4 februari 2005

Diensten voor het algemeen overheidsbeleid

- 1 Studiedienst van de Vlaamse Regering;
- 2 Interne Audit van de Vlaamse Administratie.

Bestuurszaken

- 1 Agentschap voor Overheidspersoneel;
- 2 Agentschap voor Facilitair Management.
- 3 Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen;
- 4 Vlaams Agentschap voor Rekrutering en Selectie
- 5 Agentschap voor Binnenlands Bestuur*.

Financiën en begroting

- 1 Vlaamse Belastingdienst;
- 2 Centrale Accounting.

Buitenlands beleid, buitenlandse handel, internationale samenwerking en toerisme

- 1 Vlaams Agentschap voor Internationale Samenwerking*;
- 2 Vlaams Agentschap voor Internationaal Ondernemen;
- 3 Toerisme Vlaanderen.

Economie, wetenschap en innovatie

- 1 Vlaams Agentschap Ondernemen;
- 2 NV Participatiemaatschappij Vlaanderen;
- 3 NV Limburgse Reconvertiemaatschappij;
- 4 NV Vlaamse Participatiemaatschappij;
- 5 Instituut voor Innovatie door Wetenschap en Technologie;
- 6 Subsidieagentschap Economie*;
- 7 Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek*;
- 8 Fonds Wetenschappelijk Onderzoek*.

Onderwijs en Vorming

- 1 Agentschap voor Onderwijscommunicatie;
- 2 Onderwijsdienstencentrum leerplichtonderwijs*;
- 3 Onderwijsdienstencentrum hoger onderwijs en volwassenenonderwijs*;
- 4 Agentschap voor Infrastructuur in het Onderwijs.

Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

- 1 Zorg en Gezondheid;
- 2 Jongerenwelzijn;
- 3 Inspectie Welzijn en Volksgezondheid.
- 4 Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis te Geel*;
- 5 Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis te Rekem*;
- 6 Kind en Gezin;
- 7 Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap;
- 8 Vlaams Zorgfonds;
- 9 Fonds Jongerenwelzijn;
- 10 Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden*.

Cultuur, Jeugd, Sport en Media

- 1 Kunsten en Erfgoed;
- 2 Sociaal-Cultureel Werk;
- 3 Bloso;
- 4 Vlaamse Regulator voor de Media*
- 5 vzw De Rand**

Werk en sociale economie

- 1 Vlaams Subsidieagentschap voor Werk en Sociale Economie*;
- 2 Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding;
- 3 Vlaams Agentschap voor Ondernemersvorming - Syntra Vlaanderen;
- 4 NV met sociaal oogmerk Werkholding.

Landbouw en visserij

- 1 Agentschap voor Landbouw en Visserij;
- 2 Instituut voor Landbouw- en Visserijonderzoek*;
- 3 vzw Vlaams Centrum voor Agro- en Visserijmarketing.

Leefmilieu, natuur en energie

- 1 Vlaams Energieagentschap;
- 2 Agentschap voor Natuur en Bos*;
- 3 Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek*;
- 4 Vlaamse Milieumaatschappij voor Water en Lucht;
- 5 Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij ;
- 6 Vlaamse Landmaatschappij;
- 7 Vlaamse Reguleringinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt.

Mobiliteit en openbare werken

- 1 Vlaamse Vervoermaatschappij - De Lijn;
- 2 De Scheepvaart;
- 3 Waterwegen en Zeekanaal.

Voor de intern verzelfstandigde agentschappen zal een nieuw voorstel van organisatiestructuur worden uitgewerkt tegen 15 maart 2005.

Ruimtelijke ordening, woonbeleid en onroerend erfgoed

Een nieuw voorstel van toewijzing van agentschappen zal worden uitgewerkt tegen 15 maart 2005.

* Voor de agentschappen aangemerkt met asterisk dient het oprichtingsbesluit of het oprichtingsdecreet nog voorbereid, of dient de bestaande oprichtingstekst aangepast

** Positionering wordt nog verder onderzocht.

...

Ook bepaalt het besluit de beleidsvelden en de toekomstige indeling van de begroting.

Het besluit vermeldt verder de generieke taakstelling van departementen, agentschappen, en de wisselwerking tussen beide. Voor ieder beleidsdomein wordt een beleidsraad opgericht, zodat de ministers en de leidinggevenden van de Vlaamse administratie overleg kunnen plegen en het beleid optimaal op elkaar kunnen afstemmen.

Het besluit vermeldt tenslotte ook de mogelijkheid om aan projectwerking te doen over de grenzen van de beleidsdomeinen.

Het ministerieel comité BBB heeft beslist dat voor het beleidsdomein Mobiliteit en Openbare Werken een nieuw voorstel voor de intern verzelfstandigde agentschappen zal worden uitgewerkt tegen 15 maart 2005. Voor het beleidsdomein Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed zullen de betrokken ministers een nieuw voorstel m.b.t. de toewijzing van agentschappen uitwerken ook tegen 15 maart 2005. Inmiddels zullen gewijzigde en nieuwe oprichtingsbesluiten en -decreten zo spoedig mogelijk voor goedkeuring worden voorgelegd aan het ministerieel comité BBB.

Tevens wordt de nodige voorbereidingen getroffen voor de procedure tot herplaatsing van de leidend ambtenaren, zoals voorzien in het kaderdecreet Bestuurlijk Beleid.

Beter Bestuurlijk Beleid: Budgettaire impact

De transitieverantwoordelijken hebben informatie ingezameld rond de mogelijke budgettaire gevolgen van de BBB hervorming, op basis daarvan heeft het ministerieel comité beslist enkele begeleidende maatregelen te nemen zodat de onvermijdelijke startkosten van BBB worden beperkt tot het strikt noodzakelijke. Dankzij deze maatregelen kunnen de startkosten opgevangen worden binnen de bestaande kredieten en blijft de budgettaire neutraliteit van de BBB hervorming gewaarborgd.

Volgende begeleidende maatregelen moeten zo snel mogelijk worden opgestart en uitgevoerd:

Communicatie

Binnen elk beleidsdomein worden enkel de bestaande communicatiekanalen en budgetten gebruikt om over de hervorming intern en extern te communiceren.

Een globaal communicatieplan, gericht op de burger en op de ambtenaar, wordt door de diensten van de minister-president voorbereid.

Huisvesting

Verhuizen in het kader van BBB kan alleen als er zich interessante kansen op de markt aandienen die passen in het globale huisvestingsbeleid én -budget van de Vlaamse administratie.

ICT

Om een beter zicht te krijgen op de mogelijke generieke ICT-kosten, moet op korte termijn een migratieplan uitgewerkt worden dat rekening houdt met de nieuwe organisatiestructuur en het huisvestingsbeleid.

Consultancy

De interne knowhow moet voldoende zijn voor de verdere begeleiding van de hervorming.

Werkingskosten per entiteit

Om de responsabilisering te ondersteunen, moeten de financiële enveloppen voor werkingskosten worden afgebakend per toekomstige entiteit, op basis van een uniforme methodologie. Naast deze begeleidende maatregelen heeft elke functioneel bevoegde minister de opdracht gekregen om passende maatregelen te nemen die de kosten voor de BBB-implementatie in hun beleidsdomein beheersen.

Now everyone knows Kabul - 2003, Courtesy Galerie Massimo Minini (Brescia)



De andere overheid

Eind december 2003 presenteerde het kabinet Balkenende zijn visie op en een actieprogramma voor de modernisering van de overheid. Samen vormen ze de uitgangspunten voor een beter functionerende overheid, omdat dat de huidige verhouding tussen de overheid en de burger beter kan en beter moet.

Burgers, bedrijven, instellingen en andere maatschappelijke organisaties willen dat de overheid minder regels oplegt en (daardoor) meer ruimte geeft voor eigen initiatief. Ook willen ze dat de overheid efficiënter en sneller werkt, onder meer door slimmer gebruik te maken van ICT. En dat de kwaliteit van het werk, veelal de dienstverlening aan de burger, verbetert. Ten slotte is een veelgehoorde wens dat de overheid niet alles zelf doet, maar meer optrekt met anderen die hun verantwoordelijkheid willen (en moeten!) nemen. Zoals maatschappelijke organisaties, mede-overheidsinstellingen en mondige en vaardige burgers. Om dat alles voor elkaar te krijgen moet er een andere wind gaan waaien. Het programmteam Andere Overheid zet zich daarvoor in.

Organisatie regering/kabinet

De regering bestaat uit de Koning(in) plus de ministers, en het kabinet bestaat uit de ministers plus de staatssecretarissen. De Koning(in) zit dus niet in het kabinet, en staatssecretarissen zitten niet in de regering. De ministers maken deel uit van de ministerraad, waarvan de minister-president de voorzitter is.

Waarom een actieprogramma?

Veranderde maatschappelijke omstandigheden zijn voor de overheid (publieke sector) de afgelopen 3 decennia steeds de aanleiding geweest om zich te bezinnen op haar rol, taken en werkwijze. In de jaren zeventig leidde dit tot het versterken van het sturend vermogen van de overheid, in de jaren tachtig gevolgd door een financiële herbezinning met grootscheepse privatiseringen en verzelfstandigingen. In de jaren negentig werd de nadruk gelegd op marktwerking en efficiency: overheidsorganisaties moesten meer als bedrijven worden beschouwd.

Anno 2003 is de overheid steeds vaker en op steeds meer terreinen beland in de rol van "albedil" - De avonturen van "Freezer en Albedil" verschenen tussen 1977 en 1981 in het jeugdblad Jippo - die eigenhandig alle kleine en grote problemen in de samenleving moest en ook wilde oplossen. Onder druk van ontwikkelingen en incidenten probeert de overheid voor alle problemen en ambities van de samenleving een oplossing te vinden. De ingrepen van de overheid dringen diep in de samenleving door. Er zijn daardoor steeds meer en gedetailleerder regels bijgekomen die niet

kunnen worden gehandhaafd. Maar met steeds meer van hetzelfde (meer regels, meer voorschriften, meer agenten, meer toezichthouders) kunnen de maatschappelijke problemen niet worden opgelost. Het doorgaan op de huidige weg is niet alleen ondoenlijk, maar ondergraaft uiteindelijk ook de werking van de rechtsstaat. De overheid kan haar taken zo niet meer goed uitvoeren. Het maatschappelijk initiatief krijgt te weinig ruimte en het vertrouwen in het recht wordt ondergraven. Een nieuwe koers is nodig. Dit vraagt niet alleen om een moderne visie op de taak en het functioneren van de overheid, maar ook om eigentijds concept van burgerschap. Het kabinet denkt dan aan een burger die zelfredzaam, mondig en betrokken is, niet door alleen te eisen, maar door te participeren en verantwoordelijkheid te nemen.

Het kabinet is van mening dat de overheid een aantal kerntaken heeft die onvervreemdbaar zijn en blijven, ongeacht de maatschappelijke opvattingen over individuele verantwoordelijkheden. Tot die kerntaken behoren bijvoorbeeld het recht op veiligheid en de zorg voor de zwakkeren in onze samenleving.

Op veel andere terreinen is de verantwoordelijkheid van de overheid echter niet exclusief maar eerder aanvullend op de verantwoordelijkheid van mensen zelf. Het kabinet wil dat mensen weer meer zelfstandig of in groepen initiatief nemen. In het Hoofdpijnenakkoord worden deze vormen van zelfsturing en participatie aangeduid met het motto "meedoen".

Uiteindelijk betekent dit een afnemende overheidsbemoeyenis met minder regels en onnodige overlast. De overheid moet

vervolgens voor haar overgebleven kerntaken de prestaties opvoeren.

Het kabinet is daarom van oordeel dat de huidige verhouding tussen overheid en samenleving grondig moet worden herzien. De overheid moet terughoudender zijn in wat zij regelt en vooral hoe zij regelt en moet, waar mogelijk, een groter beroep doen op maatschappelijke krachten. Dit betekent niet dat de overheid daarbij alle verantwoordelijkheid moet loslaten. Door het stellen van zekere algemene randvoorwaarden en procedurele waarborgen dient de overheid de mogelijkheid te behouden in te grijpen om de behartiging van publieke belangen zeker te stellen. De rol van de overheid kan daarmee in veel gevallen meer een rol "op afstand" worden, of een rol in de tweede linie. De nieuwe koers zal de overheid beter in staat stellen om zich te concentreren op die taken die van vitaal belang zijn voor de rechtsstaat en waar zij juist wel een rol in "de eerste lijn" heeft te vervullen.

Het kabinet streeft - kortom - naar een overheid:

- die terughoudender is in wat ze regelt;
- die een groter beroep doet op maatschappelijke krachten;
- die wel voorziet in de borging van publieke belangen en rechtsstatelijke eisen;
- die hoogwaardige prestaties levert, daar waar de behartiging van publieke belangen niet bij mensen zelf, de markt of maatschappelijke instellingen kan worden neergelegd.

Met dit streven wil het kabinet een overheid die beter in staat is de grote maatschappelijke problemen adequaat aan te pakken. Daar waar bijvoorbeeld onnodige regellast en langs elkaar heen werkende instellingen een oplossing van de problemen in bijvoorbeeld de zorg,

het onderwijs, de veiligheid, de volkshuisvesting in de weg staan, zal dit programma deze problemen moeten wegnemen. Die vertaalslag, naar het vermogen van de overheid om niet alleen de goede dingen te doen, maar die vervolgens ook goed uit te voeren is het cruciale element van deze moderniseringsoperatie.

“Europa heft een grote invloed op administratieve lasten”

Om dit te realiseren, zal de overheid kritisch naar zichzelf moeten kijken: naar haar taken, bevoegdheden en verantwoordelijkheden, naar haar interne organisatie en naar de uitvoering van het overheidsbeleid. De verschillende rollen van de overheid moeten daarbij onder de loep worden genomen: de overheid als regelgever, als uitvoerder, als dienstverlener, als toezichthouder en als initiator van maatschappelijk debat. Wat krijgen mensen daarvoor terug? Meer zeggenschap, meer mogelijkheid voor eigen initiatieven, meer betrokkenheid bij politiek en bestuur en meer gelijkwaardige verhoudingen tussen burgers en overheid. En minstens zo belangrijk: betere prestaties van de overheid met aanzienlijk mindere bureaucratiese overlast.

Samenvatting

In het actieprogramma geeft het kabinet aan langs welke lijnen de overheid zou moeten worden gemoderniseerd. Het actieprogramma vormt daarmee het startschot voor ingrijpende veranderingen in de verhouding tussen overheid en civil society en de wijze waarop de overheid haar taken uitvoert.

Het kabinet zal kritisch naar zichzelf en haar ministeries kijken: naar taken,

bevoegdheden en verantwoordelijkheden, naar de interne organisatie en naar de uitvoering van het overheidsbeleid. In deze takenoperatie staat de vraag centraal of de overheid nog de goede dingen doet en of de overheid die dingen op de juiste manier doet. De resultaten van deze operatie leiden tot een andere rolverdeling tussen civil society en de overheid, beleidsbeëindiging of -vereenvoudiging, een kleinere en eenvoudige organisatie van de overheid, minder regels en een afnemende overheidsbemoeyenis. Voor de overgebleven kerntaken moet de overheid vervolgens haar prestaties opvoeren.

Het opvoeren van de prestaties betekent dat de dienstverlening aan de burgers zal verbeteren. Het kabinet streeft er naar dat in 2007 65% van de publieke dienstverlening (van rijk, provincies en gemeenten) plaats kan vinden via het Internet.

Gemeenten en uitvoeringsorganisaties spelen hierbij –als frontoffice van de overheid– een belangrijke rol. Het kabinet zal deze organisaties gaan begeleiden in het realiseren van het concept “éénmalige gegevensverstrekking. Dat betekent uiteindelijk dat aan burgers geen gegevens meer (mogen) worden gevraagd die al binnen de overheid beschikbaar zijn. Om te zorgen voor een probleemloze elektronische gegevensuitwisseling met en tussen overheidsorganisaties, worden verplichtende afspraken gemaakt. Om er zeker van te zijn dat hierbij de identiteit van degene aan wie de diensten worden verleend vaststaat, zal nog in 2004 een authenticatievoorziening worden ingericht, die overheidsbreed beschikbaar komt.

De overheid zal de komende jaren minder gaan regelen. In 2006 zullen de administratieve lasten voor burgers (en bedrijfsleven) met 25% zijn verminderd. Alle departementen zullen

zo spoedig mogelijk hun eigen regelbestanden doorlichten op mogelijkheden om regels te versoberen, te vereenvoudigen of op te heffen. Vanwege de grote invloed van Europa op Nederland zal het kabinet zich daarnaast inspannen om ook in Europees verband te komen tot een reductie van regels.

Voorts zal de versnippering in het rijkstoezicht worden tegengegaan en nieuwe vormen van toezicht –zoals horizontalisering– zullen worden ingevoerd. Het adviesstelsel zal worden versoberd en verbeterd en de inhuur van externen zal worden beperkt. Daarnaast zullen in deze kabinetsperiode voorstellen worden ontwikkeld voor een herinrichting van de rijksdienst. De concepten van het kernkabinet en het blokkendoosmodel zijn daarbij leidend. De vernieuwing van het openbaar bestuur en het verbeteren van de publieke prestaties is geen zaak van de rijksoverheid alleen. Rijk, uitvoeringsorganisaties, provincies en gemeenten zijn gezamenlijk verantwoordelijk voor de kwaliteit en beschikbaarheid van publieke voorzieningen. Een goed functionerende overheid zorgt daarom, naast een slagvaardige interne organisatie, voor heldere (financiële) verantwoordelijkheden en de ruimte om maatwerk te kunnen leveren. Het kabinet zal daarom de specifieke uitkeringen van de departementen overhevelen naar het Gemeente- en Provinciefonds, tenzij er voor het rijk goede redenen zijn om zelf te blijven sturen op een beleidsterrein.

Via prestatievergelijkingen zullen de prestaties van overheidsinstellingen onderling vergelijkbaar worden gemaakt. Bovenstaande activiteiten zijn een korte samenvatting van de inhoud van het actieprogramma. Deze en overige activiteiten –die onder meer leiden tot een responsievere en efficiëntere overheid– treft u hierna.



De activiteiten zijn samengebracht in vier actielijnen. Per actielijn is aangegeven welke resultaten het kabinet op hoofdlijnen wil boeken in de periode 2003-2007. De komende periode zullen de actielijnen, waar nodig, worden uitgewerkt in concrete plannen van aanpak. Bij die uitwerking zullen de medeoverheden en de relevante uitvoeringsorganisaties worden betrokken. Uitgangspunt is dat bij die uitwerking zoveel als mogelijk zal worden aange-

sloten bij reeds uitgevoerde of lopende activiteiten en dat bij de implementatie van de activiteiten zoals die in dit actieprogramma zijn aangegeven, gebruik zal worden gemaakt van zogenaamde best practices van de betrokken organisaties.

Bij de uit te voeren activiteiten is een belangrijke rol weggelegd voor de secretarissengeneraal van de ministeries. Zij hebben de ambtelijke verantwoordelijkheid voor de uitvoering van verschil-

lende activiteiten op zich genomen. Op onderdelen is de modernisering van de overheid al volop gaande. Ter illustratie hiervan worden in dit actieprogramma enkele voorbeelden genoemd van departementale activiteiten die de veranderingssambitie goed weergeven. Deze actielijnen zijn als volgt benoemd en worden hierna beschreven:

- De overheid gaat haar dienstverlening aan de burger verbeteren;
- De overheid gaat minder en anders regelen;
- De rijksoverheid gaat zichzelf beter organiseren;
- De rijksoverheid gaat haar relaties met provincies en gemeenten vernieuwen.

Actielijn 1. De overheid gaat haar dienstverlening aan de burger verbeteren

De meeste contacten tussen de overheid en burgers vinden plaats wanneer iemand een vraag stelt of verzoek doet aan de overheid, zoals de aanvraag van een vergunning, een subsidie of informatie, of wanneer iemand zijn plichten jegens de overheid moet nakomen zoals het verstrekken van informatie voor een belastingaangifte.

Deze contacten moeten efficiënt en klantvriendelijk verlopen: mensen en instellingen moeten zo weinig mogelijk last hebben van de overheidsbureaucratie en de producten en diensten van de overheid moeten zijn toegesneden op hun wensen. De overheid moet voorkomen dat mensen het slachtoffer worden van langs elkaar heen werkende overheidsinstellingen. Goede voorbeelden van een adequate dienstverlening naar de klanten van de overheid, verdienen brede navolging. De overheid moet daarbij inzichtelijk maken wat haar prestaties zijn om burgers en bedrijven de mogelijkheid te geven die

prestaties te beoordelen. Door vaker vraagsturing voor specifieke beleids-terreinen in te voeren wordt de aanbieder geprikkeld (meer) met de wensen van de afnemers rekening te houden. Ook moet de overheid zorgen voor een regelmatig contact tussen overheid en burgers: informatie en participatie kunnen het bewustzijn van mensen over hun verhouding tot de overheid, hun rechten en plichten, vergroten, en kunnen zorgen dat burgers een actieve(re) rol gaan spelen en hun eigen verantwoordelijkheid nemen. Bij dit alles kan ICT een belangrijke rol spelen. Op dit moment zijn de volgende activiteiten voorzien.

Het realiseren van elektronische dienstverlening

De kwaliteit van de publieke dienstverlening moet en *kán* beter. Door ruimere openingstijden, door klantgericht werken, door de bundeling van diensten en producten in één (virtueel) loket, en door vermindering van regels, procedures en administratieve rompslomp. Meer en beter gebruik van ICT vormt het belangrijkste instrument om dat te bereiken. Net als binnen de private sector zal ook de overheidsdienstverlening steeds vaker verlopen via een elektronisch loket, dat 24 uur per dag en 7 dagen per week, thuis of onderweg, open en bereikbaar is. Het kabinet streeft er naar dat in 2007 65% van de publieke dienstverlening (van rijk, provincies en gemeenten) plaats kan vinden via het Internet. Het voornemen van het kabinet om de administratieve lasten voor burgers en bedrijven met een kwart te verminderen, vormt een extra prikkel om deze doelstelling te realiseren (onder actielijn twee wordt hier nader op ingegaan).

Actielijn 2. De overheid gaat minder en anders regelen

De beoogde herdefiniëring van de rol van de overheid in relatie tot die van de maatschappij heeft gevolgen voor de sturingspretenties van de overheid. In plaats van een intensieve, vaak gedetailleerde sturing zal de overheid zich meer moeten concentreren op globale kaderstelling. Deze globale kaderstelling zal gestalte moeten krijgen door ofwel het afschaffen van bepaalde regels, ofwel het vervangen van gedetailleerde regelgeving door meer globale regulering. Globale kaderstelling door de overheid leidt ertoe dat er meer ruimte ontstaat voor burgers, bedrijven, instellingen, uitvoeringsorganisaties en –vanuit het rijk redenerend medeoverheden. Uiteraard gebeurt dat niet in een democratisch vacuüm. Voorzover er niet vanaf het politieke niveau op hoofdlijnen wordt aangestuurd en gecontroleerd, moet er worden voorzien in alternatieve vormen van verantwoording en toezicht.

Kortom, de overheid zou minder moeten willen regelen en meer moeten overlaten aan de samenleving. De rechtspositie van de individuele burger mag daarbij niet onnodig worden aangetast. In het navolgende geeft het kabinet aan welke maatregelen in dit kader zullen worden genomen.

Actielijn 3. De rijksoverheid gaat zichzelf beter organiseren

In het hoofdlijnenakkoord is aangegeven dat er een takenoperatie zal worden gestart, waarin regelgeving, staand beleid en organisatie van de rijksdienst onder de loep zullen worden genomen. Daarbij zullen ook de taken, werkwijze en omvang van de zelfstandige bestuursorganen, van gedeconcentreerde rijksdiensten en van adviesraden tegen het licht worden gehouden. Het kabinet zal

ook uitwerking geven aan het optimaliseren en moderniseren van toezicht.

De inhoud en aanpak van deze operatie zal in het navolgende worden beschreven, m.u.v. het aspect regelgeving. De activiteiten zijn onderverdeeld in de volgende primaire taken van de rijksoverheid:

- beleidsvorming
- uitvoering
- toezicht en handhaving
- ondersteunende taken (o.a. bedrijfsvoering).

Beleidsvorming

Ten behoeve van de verbetering van de beleidsvorming wordt overlap tussen departementen weggenomen en de interdepartementale taakverdeling verbeterd. Daarnaast wordt een takendiscussie voor de middellange termijn georganiseerd die in 2006 tot een integrale heroverweging van een aantal rijks-taken zal leiden. Voorts zal het adviesstelsel worden verbeterd. Parallel aan deze “herbezinning” op taken -en rekening houdend met de uitkomsten daarvan- worden voorstellen voor een herinrichting van de rijksdienst voorbereid waarmee een vernieuwing op de langere termijn wordt ingezet. In het navolgende worden deze activiteiten toegelicht.

Verminderen van overlap en verbetering van coördinatie tussen departementen

Het kabinet heeft -op basis van een analyse van de secretarissen-generaal van de ministeries- geconstateerd dat er op zo'n 20 beleidsterreinen inhoudelijke raakvlakken (in de zin van onderlinge relaties tussen de departementen en departementsonderdelen) bestaan. Het gaat om verschillende soorten inhoudelijke raakvlakken:

- Raakvlakken vanwege de coördinerende taken die ministers op zich hebben genomen voor intersectorale beleidsthema's;

- Raakvlakken waar in eenzelfde domein van overheidszorg vanuit verschillende publieke belangen wordt gewerkt;

- Raakvlakken waar departementen vergelijkbare doelen nastreven, maar vanuit verschillende verantwoordelijkheden (levert soms overlap in de taakuitoefening op).

Dat er raakvlakken tussen ministeries bestaan is op zichzelf niet verkeerd, integendeel. Bij veel beleidsthema's zijn immers meerdere publieke belangen aan de orde en die zijn bij verschillende ministers belegd. In het kabinet vindt de uiteindelijke afweging tussen deze deelbelangen plaats.

Het komt echter ook nogal eens voor dat de belangen van de verschillende ministeries te sterk op zichzelf gericht zijn, waardoor de interdepartementale samenwerking en integrale beleidsvorming niet van de grond komt. Waar sprake is van dergelijke verkokering moet het beter en doelmatiger worden ingericht.

De secretarissengeneraal hebben een inventarisatie en analyse van dergelijke raakvlakken gemaakt en een aantal voorstellen tot verbetering gedaan. Het gaat dan in de eerste plaats om een effectievere coördinatie van enkele rijksbrede thema's, waar nodig door de directies die hier nu mee zijn belast op te heffen, af te slanken of – op onderdelen – te vervangen door projectmatige samenwerking. Bij dergelijke thema's zal ook de positie van de coördinerende bewindspersonen aan de orde komen.

Een integrale herbezinning op de taken van de centrale overheid

Centraal staat daarbij de vraag of de overheid nog de goede dingen doet en of de overheid die dingen op de juiste, moderne manier doet. Daarbij wordt

rekening gehouden met de zich ontwikkelende rol van de civil society waarin meer verantwoordelijkheden bij de burger worden gelegd en met de Europese Unie. De Europese Unie wordt daarin niet gezien als een “buitenland” maar als een zich ontwikkelende internationale bestuurslaag die een plaats moet krijgen in onze interbestuurlijke verhoudingen.

Versobering en verbetering van het adviesstelsel

Het kabinet gaat de adviesfunctie doorlichten. Deze doorlichting leidt tot voorstellen voor bijvoorbeeld bundeling of afschaffing van adviescolleges, verbeteren van de samenwerking tussen adviescolleges en het afdwingen van adviestertermijnen.

Verschiedende voorstellen tot herinrichting van de advies-/kennisfunctie worden uitgewerkt. Hierbij o.a. een voorstel om de bestaande externe adviesraden en planbureaus te clusteren naar circa vijf hoofdgebieden van beleid.

Een ontwerp voor een nieuwe inrichting van de rijksdienst

Parallel aan de herbezinning op taken -en rekening houdend met de uitkomsten daarvan- worden voorstellen voor een herinrichting van de rijksdienst voorbereid waarmee een vernieuwing op de langere termijn wordt ingezet. Daarbij zal worden voortgebouwd op de concepten van het kernkabinet en het blokkendoos-model.

Een kernkabinet van beperkte omvang wordt beter in staat geacht maatschappelijke problemen op te lossen en richting te geven aan de beleidsontwikkeling op terreinen die politieke prioriteit genieten. Soms wordt voorgesteld de leden van het kernkabinet aan het hoofd te stellen van omvangrijke clusters van ministeries.

...

Een andere mogelijkheid is de combinatie van een klein kernkabinet dat stuurt op hoofdlijnen, met een blokkendoos-model voor de organisatie op het niveau van de ministeries die in dit model onder de dagelijkse politieke leiding zouden staan van één of meer onderministers. De huidige departementale indelingen zijn daarbij niet leidend.

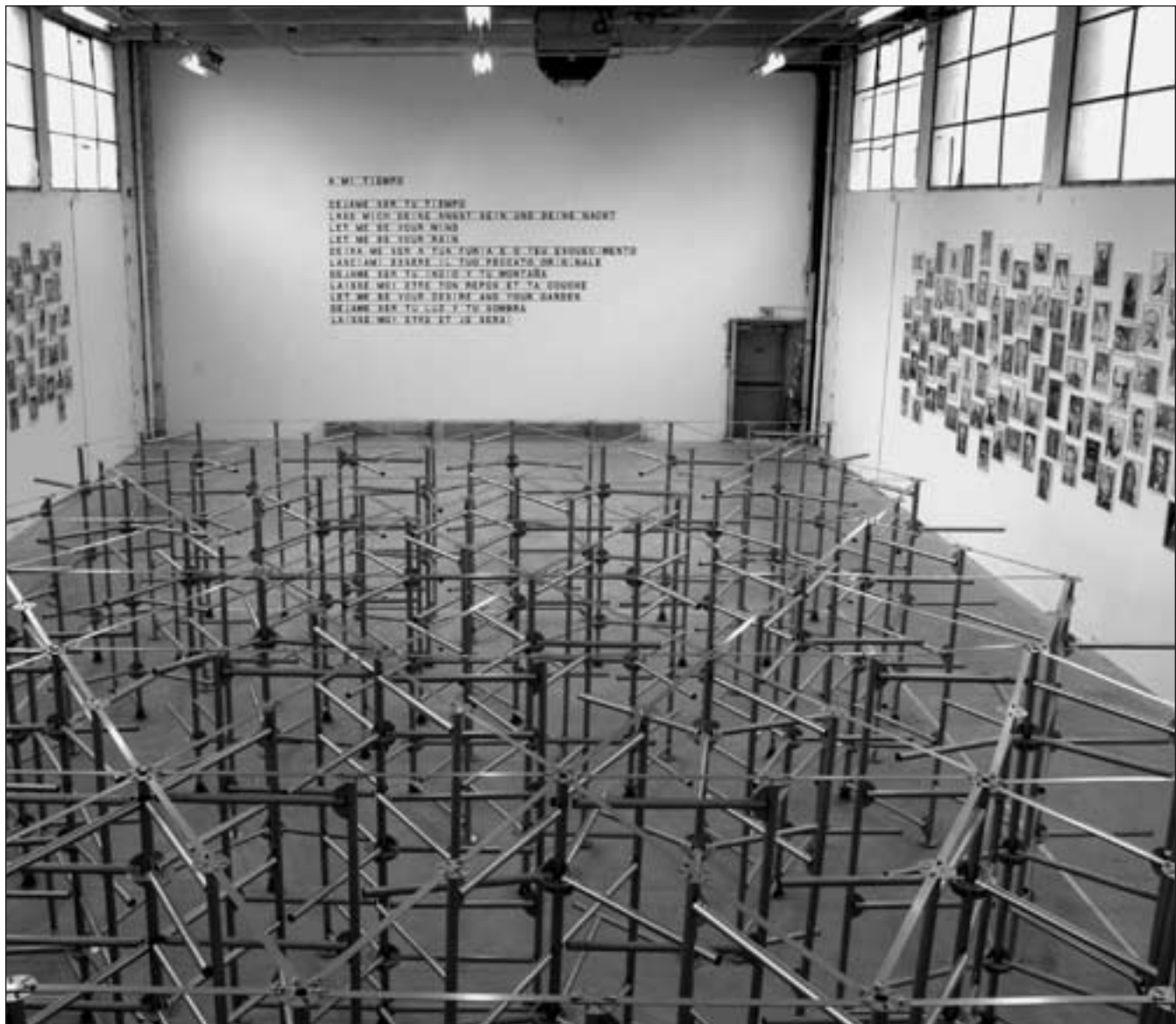
Uitvoering

Een groot deel van de uitvoering van het rijksbeleid is overgedragen aan organisaties die zijn verzelfstandigd.

De betrokken ministers dragen verantwoordelijkheid voor de vervulling van deze taken maar de uitvoering ervan is aan meer (zelfstandige organen met een eigen bestuur, ZBO's) en minder (agentschappen met een eigen bedrijfsvoeringregime) verzelfstandigde organisaties op het niveau van de rijksoverheid overgelaten. Daar zijn goede redenen voor. De minister stuurt dergelijke organisaties op afstand en daardoor krijgen die de ruimte om zich te ontwikkelen in termen van vraag- en klantgerichtheid en doelmatigheid. Deze orga-

nisaties zijn een onmisbaar instrument in de tegenwoordige tijd. Bovendien vergroot de organisatorische scheiding van beleidsvorming en uitvoering op zichzelf ook de transparantie van de rijksdienst als geheel.

Aan deze wijze van organiseren van rijkstaken kunnen echter ook nadelen kleven. Ten eerste mag het sturen-op-afstand nooit zo afstandelijk worden dat de betrokken minister zijn verantwoordelijkheid niet meer kan waarmaken. Immers alleen al het feit dat er altijd een minister een verantwoordelijkheid



Jota Castro. A Mi Tiempo (2005) - Copyright Daniel Moulinet

draagt voor de uitvoering van rijks-taken, maakt de rijksdienst als zodanig aanspreekbaar. Ten tweede moet er natuurlijk een goede koppeling tussen beleidsvorming en beleidsuitvoering blijven bestaan.

Toezicht en handhaving

Het herinrichten van de overheid op basis van een nieuwe ordening tussen overheid en civil society, heeft ook gevolgen voor de wijze waarop de overheid haar toezichtstaken vormgeeft. Het kabinet wil de eenzijdige hiërarchische (verticaal) en detaillistische wijze waarop toezicht en controle op uitvoeringsorganisaties (en decentrale overheden) wordt uitgeoefend aanpassen. Te weinig wordt gebruik gemaakt van het potentieel van de civil society om horizontale verantwoordingsrelaties te creëren. Op veel terreinen kan het primaire toezicht vooral worden uitgeoefend binnen de verhoudingen die in de samenleving bestaan tussen bedrijven, maatschappelijke organisaties en burgers onderling.

De rol van de overheid als toezichthouder wordt dan een andere: zij houdt vaker toezicht op het toezicht (metatoezicht). De overheid heeft een systeemverantwoordelijkheid voor de inrichting van een adequaat systeem van checks en balances op de verschillende terreinen van overheidszorg. Voor de rol van burgers en hun organisaties bij deze horizontalisering denkt het kabinet aan een mix van instrumenten als certificering, klantenpanels, kwaliteitscontracten en prestatievergelijking.

Een absolute voorwaarde voor succes is wel dat de transparantie van de desbetreffende uitvoeringsorganisaties aanmerkelijk wordt vergroot. Dit vraagt om meer actieve openbaarheid. Een doordacht gebruik van moderne ICT biedt hiervoor goede mogelijkheden.

Met name het internet biedt belangrijke nieuwe mogelijkheden om effectieve horizontale verantwoordingsrelaties te creëren. Daarnaast wil het kabinet de versnippering in het toezicht terugdringen door bundeling en samenwerking. Het kabinet heeft op grond van de huidige kaderstellende visie op toezicht, al een nieuw traject gestart, waarbij de verantwoordelijke ministers toezichtarrangementen evalueren en toetsen aan de hand van de Checklist

Het verbeteren van de bedrijfsvoering

Een goede en efficiënte bedrijfsvoering is een belangrijke voorwaarde voor de effectieve uitvoering van de kerntaken. Het verbeteren van de bedrijfsvoering wordt bereikt door vier activiteiten:

- Bundeling van taken (gemeenschappelijke bedrijfsvoering)
- Beperking inhuur externen
- Deregulering beheer
- Kwaliteit personeelsbeleid

Bundeling van taken (Shared Service)

Ook in de ondersteunende diensten moet de regeldruk worden verminderd en de organisatie worden verbeterd. Het kabinet heeft daarom besloten om per 2006 de personeelsregistratie en salarisadministraties van de ministeries onder te brengen in een Shared Service: een gebundelde uitvoering voor de gehele rijksdienst. Berekeningen laten zien dat hierdoor op termijn (2004-2015) aanzienlijk kan worden bespaard op de HRM-kosten van het Rijk, terwijl ook de dienstverlening wordt verbeterd. Het is de bedoeling om dit shared service concept waar mogelijk ook toe te passen op andere terreinen van bedrijfsvoering binnen het Rijk. Daarvoor wordt een aantal verkenningen gestart waarin alle ondersteunende en uitvoerende diensten onder de loep genomen, zoals

voorlichting, ICT, financiën, facilitaire diensten en inning van bestuurlijke boetes. De SG's zullen in dit kader de volgende activiteiten uitwerken:

- Er worden voorstellen ontwikkeld voor gezamenlijke inkoopmogelijkheden van de departementen;
- Er zullen voorstellen worden ontwikkeld voor een doelmatige samenwerking op het terrein van facilitaire zaken, waaronder de mogelijkheid om te komen tot een shared service center voor archiefselectie- en verzorging;
- Er zullen voorstellen worden ontwikkeld om te komen tot samenwerking op het gebied van de feitelijke uitvoering van publieksvoorlichting en massamediale campagnes, zulks in opdracht van de departementen, maar wel gebundeld (bij de RVD).

Beperking inhuur externen

De overheid kan niet al haar taken alleen uitvoeren. Zeker een overheid die zich terugtrekt op haar kerntaken moet soms ook uitbesteden. Daarnaast heeft de politieke leiding en het ambtelijke management regelmatig de behoefte om onafhankelijke experts te raadplegen of extern onderzoek te laten uitvoeren. Minder externe inhuur kan en moet echter wel.

Rijksbreed zullen gecoördineerde acties ondernomen worden, gericht op het beperken van de inhuur van externen:

- Meer samenwerking door bundeling van inkoopkracht in raamcontracten;
- Een strengere afweging of extern inhuren daadwerkelijk noodzakelijk is. Dat zal moeten leiden tot een scherpere besluitvorming op dit terrein.
- Het treffen van voorzieningen en maatregelen die de alternatieven voor externe inhuur toegankelijker maken. In plaats van extern in

te huren kan beschikbare kwaliteit binnen de rijksdienst worden ingezet, bijvoorbeeld door pooling van deskundigheid of door versterking van het interdepartementaal projectmatig werken. Dit zal vooral gericht zijn op de inzet van organisatieconsultants, beleidsadviseurs inclusief communicatieadviseurs en interim-management.

Deregulering beheer

Door het verminderen en harmoniseren van de geldende regels voor het bedrijfsmatige beheer van de ministeries kan de bedrijfsvoering worden vereenvoudigd. Deze deregulering sluit aan bij de veranderende rol van de ondersteunende diensten: minder in detail normeren en meer ten dienste staan aan de kwaliteit van de primaire processen. Het ministerie van Financiën is reeds gestart met de reductie van het aantal voorschriften. Op het terrein van personele regelgeving zijn regels voor verlof en vervoer per 2004 vereenvoudigd en gelijkgetrokken voor alle ministeries.

Om uitvoerende processen in een shared service te kunnen bundelen is veelal verdure harmonisatie een vereiste. Er is dan ook voorzien in een projectmatige aanpak ter harmonisatie van regelingen en uniformering van uitvoeringsregels.

Kwaliteit Personeelsbeleid

De projecten ter modernisering van het Rijk zijn primair gericht op inrichting en functioneren van de organisatie. Om te slagen in die opzet zullen ten aanzien van personeel en management bijpassende ontwikkelingen plaats moeten vinden. Een vernieuw(en)d Rijk zal andere eisen aan zijn personeelsleden en aan zijn samenwerkings- en organisatieverbanden stellen. Het

personeelsbeleid zal daar op inspelen en de moderniseringsactiviteiten ondersteunen door er de personele voorwaarden voor te scheppen. Daaraan wordt al gewerkt via het programma.

Vernieuwing HRM-stelsel Rijk en de investeringen in de kwaliteit van het leiderschap via de Algemene Bestuursdienst. De moderniseringsoperaties zullen leiden tot verschuivingen in kwalitatieve en kwantitatieve behoeften aan competenties van het personeel, en daarmee tot nieuwe tekorten en overschotten. Het is een belangrijke opgave voor het Rijk om bij deze ontwikkelingen een optimaal gebruik te maken van het binnen het Rijk voorhanden talent door een goed intern arbeidsmarktbeleid, waar nodig en mogelijk ondersteund door bij- en herscholingsinspanningen.

Dat vergt kennis, organisatie en samenwerking van en op de interne en externe arbeidsmarkt. De eerstkomende periode zal daarom zijn gewijd aan allereerst het maken en vervolgens het uitvoeren van afspraken met de werkgevers van het Rijk en de werknemersvertegenwoordigers en met externe werkgevers en instanties die daarbij als partner kunnen optreden.

Informatie en organisatie ten behoeve van een betere aansluiting tussen enerzijds de personele competenties en anderzijds de taakvereisten, zullen daarbij centraal staan.

Actielijn 4. De rijksoverheid gaat haar relaties met provincies en gemeenten vernieuwen

De vernieuwing van het openbaar bestuur en het verbeteren van de publieke prestatie is geen zaak van de rijksoverheid alleen. Rijk, provincies en gemeenten zijn gezamenlijk verantwoordelijk voor de kwaliteit en beschik-

baarheid van publieke voorzieningen. Overheden werken gezamenlijk aan het oplossen van maatschappelijke problemen. Deze problemen houden zich niet aan bestuurlijke grenzen. Burgers hebben geen boodschap aan de vraag wie die problemen oplost, als het maar gebeurt: voor hen is er één overheid en is de overheid één. Een goed functionerende overheid zorgt daarom, naast een slagvaardige interne organisatie, voor heldere (financiële) verantwoordelijkheden, goede horizontale samenwerking (via ketenregie) en mogelijkheden om de prestaties van overheden te vergelijken (benchmarken).

Slot

De organisatie en werkwijze van de overheid is geen statisch geheel, maar een afspiegeling van de veranderende samenleving. De overheid moet mee veranderen, maar tegelijkertijd betrouwbaar en vertrouwenwekkend zijn. De modernisering van de overheid begeeft zich tussen deze twee uitersten. Met dit omvangrijke actieprogramma zet het kabinet een aantal flinke en onomkeerbare stappen in de richting van een vernieuwde overheid. Een overheid waarvan duidelijk is wat zij doet en wat zij niet doet en die de prestaties levert die zij moet leveren. Het kabinet zal in de komende periode in nauw overleg met de betrokken instanties de verdere uitwerking van de plannen ter hand nemen. Alleen gezamenlijk kan het programma "Andere Overheid" immers tot een succes worden gemaakt. Uiteindelijk is het een kwestie van doen!

<http://www.ministerdegraaf.nl/>



Deze vaste rubriek wordt verzorgd door Staatssecretaris voor Informatisering van de Staat Peter Vanvelthoven en brengt nieuws over e-government .”

Cette rubrique fixe est fournie par le Secrétaire d’Etat à l’Informatisation de l’Etat Peter Vanvelthoven et donne des nouvelles sur l’e-government”

Internet moet een utility worden

Het was voor Staatssecretaris Vanvelthoven even schrikken toen hij een tijdje geleden de resultaten van het onderzoek van de KUL zag. Eén derde van de Vlamingen is bang voor computers en het internet.

‘We moeten ervoor zorgen dat internet een “utility” wordt, een gebruiksvoorwerp zoals licht en water’ zegt Vanvelthoven.

Peter Vanvelthoven ziet enkele ontwikkelingen die ertoe zullen bijdragen dat meer en meer mensen voor de pc en het internet gaan kiezen. Er is ten eerste de digitale fotografie die steeds populairder wordt: om de foto’s te kunnen bekijken en op te slaan, is een pc nodig en de stap naar het internet wordt dan vlug gezet. Er is het thuisbankieren: hoe gemakkelijk is het niet om van thuis uit de nodige overschrijvingen te kunnen doen? Verder zijn er ook de gezinnen die steeds meer het voordeel zien om een pc met internet aan te schaffen voor hun schoolgaande kinderen. Toch is de digitale kloof op dit moment nog groot. Uit hetzelfde KUL-onderzoek blijkt dat bijna de helft van alle Vlamingen boven de achttien nooit een computer gebruikt. Wel hoopvol is dat, eens de Belgen op het internet zitten, ze er dan weer niet genoeg van kunnen krijgen. Een peiling van het onder-

zoeksbureau Millward Brown van eind 2004 zegt dat de Belgen van alle Europeanen het meeste tijd doorbrengen op het internet. 57% van de Belgen, met een het hoogste percentage in Europa, surft minstens 1 keer per dag.

Peter Vanvelthoven vindt het cruciaal dat mensen het internet leren kennen. “We zijn het eerste land in de wereld dat een elektronische identiteitskaart (eID) aan al zijn burgers uitreikt en vele toepassingen zullen hier uit voortkomen. Mensen zullen van thuis uit documenten van de gemeente kunnen opvragen en invullen. Ze zullen hun belastingen via tax-on-web kunnen invullen en hun identiteit bewijzen via hun elektronische identiteitskaart. Het is belangrijk dat iedereen van deze toepassingen kan gebruik maken.” Om één en ander te bevorderen heeft de staatssecretaris een viertal maatregelen op stapel staan.

Een totaalpakket

Vanvelthoven heeft de bedrijven van de ICT-sector (de internet service providers, de hardware-constructeurs, etc...) gevraagd om een totaalpakket samen te stellen waarmee er naar de pc-loze burgers kan gestapt worden om hen over de streep te trekken.

Zo’n totaalpakket omvat verschillende elementen.

In de eerste plaats een goede pc, die betaalbaar is, met een goedkope internetaansluiting. “Eén van de drempels waar burgers mee geconfronteerd worden, is de hoge kost van de nieuwe technologie”, zegt Vanvelthoven: “het kan niet dat mensen op basis van hun inkomen uitgesloten worden van de informatisering”.

Een tweede element van het pakket is gebruiksvriendelijke software.

Verder moet er bij de computer een kaartlezer voor de elektronische identiteitskaart geleverd worden. En uiteindelijk moet ook in een basisopleiding voorzien worden: een praktische opleiding om met de computer om te gaan, eenvoudige mailtjes te versturen en het internet te raadplegen.

Als de sector zo’n betaalbaar totaalpakket kan samenstellen, zal Peter Vanvelthoven binnen de regering pleiten voor fiscale begunstiging.

...



Minder spam en spyware

Eens de “digibeten” de stap gaan zetten naar de computer en het internet, mogen ze niet afgeschrikt worden. Daarom wil de staatssecretaris, samen met de ICT-sector, bekijken hoe ze gezamenlijk en op Belgisch niveau een antwoord kunnen bieden op kwaadaardige programma's, zoals de beruchte spam, virussen en spyware.

Spam en spyware doen immers geen goed aan het imago van het internet. Driekwart van de pc's voor thuisgebruik in de Benelux is volgens een onderzoek van informaticabeveiliging Symantec besmet met “malware” (een verzamelnaam voor kwaadaardige software). In de meeste gevallen gaat het om “spyware”, software die informatie zoals paswoorden, kredietkaartgegevens verzamelt en doorstuurt naar de uitgever van de spyware, zonder dat de gebruiker het merkt. Het is duidelijk dat de gebruiker al goed moet kunnen omgaan met beveiligingssoftware om hier alleen een antwoord op te bieden.

Internet en kinderen = veilig

Om van internet een utility te maken zoals licht en verwarming, is er een ander probleem dat moet aangepakt worden: het internet beveiligen voor de

kinderen. Het internet zit, hoe leerrijk en interessant ook, tevens vol gevaren en verleidingen voor onze minderjarigen.

Sommige sites zijn ongeschikt voor het kind. Denk maar aan de pornografische sites die wijdverspreid zijn op het net en gemakkelijk te bereiken, de sites die expliciete beelden geven van geweld of haatdragende boodschappen verspreiden. Daarenboven blijken zich ook bij het chatten wel eens problemen voor te doen. Jammer genoeg begeven er zich op de chatruimtes voor kinderen ook volwassenen die zich voordoen als kinderen en op die manier proberen met hen contact te leggen, niet alleen in de virtuele maar ook in de echte wereld.

Hier denkt de staatssecretaris vooral aan sensibilisatie van alle betrokkenen: kinderen, ouders en leerkrachten. Voor kinderen zal er einde 2005 een Suske en Wiske verhaal klaarliggen dat tips zal geven over veilig surfen.

In de aanloop van het Suske en Wiske verhaal zijn er meerdere activiteiten gepland. Zo komt er een website waarop kinderen zelf hun ervaringen met het internet kwijt kunnen en een scenario kunnen bedenken voor de Suske en Wiske.

Ook wil Vanvelthoven misbruik op chatrooms tegengaan met de elektronische identiteitskaart.

“Waarom geen chatruimtes maken die enkel toegankelijk zijn nadat men zich geïdentificeerd heeft met de eID? Enkel kinderen van een bepaalde leeftijd zullen dan toegelaten worden. Op die manier kunnen problemen vermeden worden.” zei de Staatssecretaris in december 2004. Ondertussen heeft niemand minder dan Bill Gates al gereageerd op zijn verzuchtingen. De Microsoft-topman heeft toegezegd de eID te integreren in zijn MSN Messenger.

Een paspoortcontrole is inderdaad een nieuwe en sterke methode om de gevaren voor de chattende kinderen serieus in te dijken. Namaak is onmogelijk. Bij diefstal of verlies wordt de eID onbruikbaar gemaakt zoals dat bij een bankkaart gebeurt. Bovendien is er zoals bij de bankkaart een pincode, die een extra beveiliging is.

Zodra de beveiligde chatruimtes er zijn, en MSN messenger aangepast is, kunnen de kinderen er dan ook gebruik van maken. “Natuurlijk kunnen kinderen ook gaan chatten op niet beveiligde ruimtes.” zegt de Staatssecretaris. “Maar hier is het dan ook belangrijk dat we de ouders, leerkrachten en kinderen goed sensibiliseren. Veilig internet is een van mijn belangrijke beleidsthema's in 2005. En het kan alleen werken, als we allemaal ons steentje bijdragen.” ●

Peter Vanvelthoven soutient Wikipedia

Créé le 15 janvier 2001, le projet Wikipédia est une encyclopédie libre, gratuite, universelle et multilingue, écrite par des volontaires et basée sur un site web utilisant la technologie wiki.

Wikipédia est financée et gérée par la Fondation Wikimedia.

Le projet compte actuellement environ 1,3 millions d'articles:

Anglais: 450.201 pages

Allemand: 188.170 pages

Français: 74.595 pages

Néerlandais : 48.298 pages

La déclaration de principes du Sommet Mondial sur la Société de l'Information qui s'est tenu à Genève en 2003 stipule que: "La capacité de chacun d'accéder à l'information, aux idées et au savoir et d'y contribuer est essentielle dans une société de l'information inclusive. Le partage et le renforcement du savoir mondial pour le développement peuvent être améliorés si (...) l'on facilite l'accès à l'information du domaine public, entre autres au moyen de technologies d'assistance conçues pour être universelles. La croissance de la société de l'information passe par la création d'une grande quantité de connaissances, qui offre une panoplie d'avantages: for-

mation du public, création d'emplois, innovation, débouchés économiques et progrès scientifiques".

"Par la quantité d'information impressionnante qu'elle met à disposition, l'encyclopédie Wikipedia contribue à une grande quantité de connaissances sur Internet et par conséquent à diminuer les inégalités face à l'accès à la connaissance", déclare Peter Vanvelthoven.

"Contribuer à un projet comme Wikipedia, c'est aussi apprendre le travail collaboratif", poursuit Vanvelthoven. "Comme partout, il faut prendre les informations diffusées sur Wikipedia avec un sens critique. Si elles ne sont pas correctes, il ne faut pas hésiter à les modifier et à les améliorer. C'est ce qui fait la richesse de cette approche. Tout

le monde connaît toujours au moins un sujet qui le passionne pour lequel il peut apporter une contribution originale: un hobby, son métier ou tout simplement sa région, sa commune, son quartier. Ainsi, par exemple, la ville de Lommel dispose de sa propre page sur Wikipedia. Wikipedia pourrait être un outil intéressant pour les écoles".

Avec 494.410 visites par jour, la Belgique est un utilisateur important de Wikipedia. Nous contribuons de manière significative tant au développement de sa version anglaise, que néerlandaise, française ou allemande. Victime de son succès et malgré l'achat de 29 machines, le projet Wikipedia doit faire face à une augmentation exponentielle du nombre de visites. "Ceci réduit parfois l'accès au site de Wikipedia", confirme Vanvelthoven. "C'est pourquoi, j'ai demandé à BELNET d'étudier la possibilité de mettre en place un "cache" belge. En gardant une copie locale des pages les plus consultées, ce cache faciliterait la consultation de Wikipedia en Belgique. BELNET est le réseau national belge de la recherche au service de l'enseignement, de la recherche et des services publics".

Info: http://nl.wikipedia.org/wiki/Jimmy_Wales

